

Ministère
de la Sécurité
publique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS TOME 2

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

AVRIL 2018

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
1	<p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2017-2018, indiquer :</p> <p>a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;</p> <p>c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.</p>	8	-
2	<p>Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2017-2018. Indiquer :</p> <p>a) le lieu ;</p> <p>b) le coût ;</p> <p>c) la ou les dates de participation ;</p> <p>d) le nombre de participants ;</p> <p>e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;</p> <p>f) le nom de la formation ou de l'activité.</p>	16	-
3	<p>Sommes dépensées en 2017-2018 (et prévisions pour 2018-2019) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>	1	-
4	<p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2017-2018, en indiquant pour chacun :</p> <p>a) son mandat ;</p> <p>b) la liste des membres ;</p> <p>c) le budget dépensé ;</p> <p>d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;</p> <p>e) les résultats atteints.</p>	4	-
5	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2017-2018 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p>	11 et 12	-
6	<p>Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2017-2018. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.</p> <p>Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les prévisions pour 2018-2019.</p>	13	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
7	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2017-2018, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.	14	-
8	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.	-	1
9	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	-	2
10	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.	-	12
11	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :</p> <p>a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;</p> <p>b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;</p> <p>c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;</p> <p>d) la liste des concours qui ont pris fin.</p>	-	18
12	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom de toutes les campagnes; • les coûts de ces campagnes; • le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; • les dates de diffusion de la campagne; • les objectifs visés par chaque campagne. 	-	20
13	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2017-2018 :</p> <p>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;</p> <p>b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;</p> <p>c) le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>	23	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
14	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :</p> <p>a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;</p> <p>b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;</p> <p>c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;</p> <p>d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</p> <p>e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</p>	-	22
15	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).</p>	-	29
16	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2012-2013 à 2017-2018, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2018-2019.</p>	-	30
17	<p>Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ) pour 2016-2017 et 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019. Préciser le poste de chacun des effectifs et sa provenance.</p>	47 et SQ	-
18	<p>Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2016-2017 et 2017-2018 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2018-2019.</p>	SQ	-
19	<p>Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2016-2017 et 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.</p>	-	31
20	<p>Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition en 2016-2017 et 2017-2018.</p>	98	-
21	<p>Le nombre et le montant des fraudes électroniques pour 2016-2017 et 2017-2018.</p>	97	-
22	<p>Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande pour 2017-2018.</p>	103	-
23	<p>La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2017-2018.</p>	-	32
24	<p>Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 :</p> <p>a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;</p> <p>b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;</p> <p>c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.</p>	-	33

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
25	<p>Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :</p> <p>a) description des actions posées, pour chaque phase ; b) les coûts engendrés, pour chaque phase ; c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.</p>	-	35
26	<p>Concernant l'unité permanente anticorruption :</p> <p>a) ventilation détaillée des effectifs par poste, selon l'organisme dont ils proviennent; b) Le budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2017-2018; c) le détail des coûts engendrés par ses activités ; d) le nombre de procureurs dédiés exclusivement à ses dossiers ; e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête; f) Le nombre de perquisitions, d'arrestations et d'accusations menées ou portées; g) Nombre de personnes affectées à l'unité, par poste (équivalent ETC) ; h) La liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; i) Le bilan des activités de l'UPAC.</p>	18	-
27	<p>Copie des études, scénarios et /ou analyse réalisés depuis le 31 mars 2013 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.</p>	2	-
28	<p>Sommes dépensées en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 (prévisions pour 2018-2019) par le ministère (et tout organisme sous sa responsabilité) pour le Système intégré d'information de justice. Préciser les étapes réalisées, les étapes à venir et les dates prévues pour l'implantation partielle puis totale du système.</p>	21	-
29	<p>Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendants du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).</p>	-	36
30	<p>Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2006, et prévisions pour 2018-2019.</p>	106	-
31	<p>Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.</p>	105	-
32	<p>Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.</p>	-	37
33	<p>Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.</p>	-	38
34	<p>Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2004-2005, par année.</p>	150	-
35	<p>État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi no 12 en mai 2013.</p>	-	39
36	<p>Effectifs du Bureau des enquêtes indépendantes en 2017-2018 et ceux prévus pour 2018-2019.</p>	155 et 156	-
37	<p>Dépenses autorisées pour le du Bureau des enquêtes indépendantes en 2017-2018 et celles prévues pour 2018-2019 (salaires et fonctionnement).</p>	153 et 154	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
38	Dépenses autorisées en 2016-2017 et 2017-2018 en lien avec le registre des armes à feu. Fournir également toute évaluation réalisée par le ministère concernant les coûts d'un registre.	-	40
39	Dépenses autorisées en 2016-2017 et 2017-2018 en lien avec le projet Sentinelle et un état de situation du projet.	21	-
40	Le nombre d'effectifs (ETC) attiré à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2017-2018, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.	-	41
41	Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.	-	42
42	<p>La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2016-2017 et 2017-2018 avec mention :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de la description du projet ; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire ; c) du programme concerné, le cas échéant ; d) du montant déboursé ; e) de la date du déboursement ; f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES. <p>Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.</p> <p>Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.</p>	-	43
43	<p>Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le cadre de gestion utilisé; b) La grille d'évaluation des projets ; c) Les objectifs poursuivis. 	-	44
44	Toute étude ou analyse démontrant que la réduction du taux d'encadrement que causera l'abolition de 150 postes d'officiers (par attrition) en 2017-2018 n'affectera pas la qualité des services rendus par la Sûreté du Québec ni sa capacité à pleinement remplir sa mission.	SQ	-
45	Toute étude ou analyse en vue de la refonte des 10 districts administratifs actuels.	SQ	-
46	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 décembre 2017, répartis par district et par quart de travail. Préciser le nombre d'effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	SQ	-
47	La répartition par catégories (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2018.	39 et SQ	-
48	La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec, leur rémunération respective pour les périodes 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	SQ	-
49	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2018.	40 et SQ	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
50	Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières répartis par districts et par quart de travail pour 2017-2018. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2018-2019.	SQ	-
51	La liste et le détail des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu en 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.	32 et SQ	-
52	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2018.	SQ	-
53	L'investissement pour la période 2016-2017 et 2017-2018 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2018-2019.	SQ	-
54	Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ et les montants facturés à chacune d'elles pour 2016-2017, 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.	94	-
55	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction provinciaux/municipaux, vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) en 2016-2017 et 2017-2018.	41 et SQ	-
56	Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ en 2017-2018 : a) sur les routes entretenues par le ministère des Transports ; b) sur les routes entretenues par une municipalité. Ventiler également par une distinction entre les constats d'infraction émis sur le réseau autoroutier et en dehors du réseau autoroutier.	41 et SQ	-
57	Au 31 mars 2018, ventilation par poste des effectifs des huit Escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé et des Escouades spéciales d'enquête ainsi que le budget annuel accordé.	SQ	-
58	Toute étude et analyse en vue de la réduction du le nombre d'escouades régionales mixtes de lutte au crime organisé en 2017-2018.	SQ	-
59	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire en 2016-2017 et 2017-2018.	43 et SQ	-
60	La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés en 2017-2018 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2018-2019.	SQ	-
61	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs en 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les augmentations prévues.	45 et SQ	-
62	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2016-2017 et 2017-2018.	93	-
63	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2017-2018.	48 et SQ	-
64	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2016-2017 et 2017-2018.	49 et SQ	-
65	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2016-2017 et 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019.	94	-
66	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ en 2016-2017 et 2017-2018.	SQ	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
67	Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.).	44 et SQ	-
68	Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé.	SQ	-
69	Mise à jour du rapport sur les vols de métaux au Québec : état de situation en 2011 et application tactique, ou toute note ou analyse illustrant un état de situation plus à jour.	SQ	-
70	<p>Concernant l'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, fournir les informations suivantes :</p> <p>a) l'enveloppe totale fournie par le MSP sur ce montant;</p> <p>b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable;</p> <p>c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée;</p> <p>d) l'échéance fixée pour chaque projet;</p> <p>e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet;</p> <p>f) les résultats détaillés pour chaque projet, s'il y a lieu.</p>	-	45
71	Le nombre de policiers de la SQ et les sommes alloués affectés aux réserves autochtones ventilé par réserve depuis 2014.	SQ	-
72	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	-	46
73	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2018, répartis par corps de police municipal.	-	57
74	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	91	-
75	La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec. Fournir également la copie de toute étude concernant le déséquilibre fiscal existant entre les municipalités ayant leur propre corps de police et celles desservies par la Sûreté du Québec.	95	-
76	État d'avancement détaillé de la mise en oeuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.	-	59
77	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour 2016-2017, 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.	80	-
78	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour 2016-2017, 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.	59 (et 73)	-
79	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2018.	67	-
80	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2018.	-	63

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
81	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	68	-
82	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour 2016-2017 et 2017-2018.	69	-
83	Les effectifs (par catégorie d'emplois et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour 2016-2017, 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.	80	-
84	Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour 2016-2017 et 2017-2018.	74	-
85	Répartition de la durée totale et de la durée moyenne des octrois d' absences temporaires par établissement de détention pour 2016-2017 et 2017-2018.	75	-
86	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention pour la pour 2016-2017 et 2017-2018.	78	-
87	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour 2016-2017 et 2017-2018.	79	-
88	Nombre d'agents de surveillance affectés aux suivis en milieu ouvert et à toute autre surveillance de personnes contrevenantes en période de probation, ventilé selon le type de surveillance et par région, pour 2016-2017 et 2017-2018.	81 et 82	-
89	Nombre de dossiers concernant les criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.	72	-
90	Nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2007-2008, ventilé par année et par établissement de détention (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre la sortie et le retour en détention.	70	-
91	Le nombre de détenus et de prévenus évadés d'un d'établissement de détention en 2016-2017 et 2017-2018 (distinguer détenus et prévenus). Préciser le délai moyen (jours) entre l'évasion et le retour en détention.	71	-
92	Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2016-2017 et 2017-2018.	74	-
93	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2016-2017 et 2017-2018.	75	-
94	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours des exercices 2016-2017 et 2017-2018, respectivement. Fournir l'échéancier complet pour chaque projet (qu'il s'agisse de rénovation ou de nouvelle construction).	96	-
95	Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.	-	64
96	Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2013-2014 à 2017-2018. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).	-	67
97	Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2016-2017 et 2017-2018.	-	68

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
98	Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en oeuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013, visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.	-	69
99	Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.	-	70
100	Pour 2016-2017 et 2017-2018, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.	-	71
101	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les années 2016-2017 et 2017-2018.	-	72
102	Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour les années 2016-2017 et 2017-2018. Ventilation par établissement de détention.	-	73
103	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice (pour comparution) pour les périodes 2016-2017 et 2017-2018. Ventilation par établissement de détention.	-	74
104	Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires ou permanentes) et des roulottes dans les établissements de détention pour 2017-2018. Ventiler par établissement de détention.	83	-
105	Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2017-2018. Ventilé par établissement de détention.	-	75
106	Échéancier complet et actualisé et coûts totaux et par unité (cellule) relativement à la construction des établissements de détention de Sorel, de Roberval, d'Amos et de Sept-Îles. État d'avancement de chacun des projets.	96	-
107	Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.	-	77
108	Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatakan Gilles Jourdain en 2016-2017 et en 2017-2018 .	-	78
109	Pour les années 2013 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal.	-	79
110	Nombre d'incidents impliquant des drones répertoriés 2016-2017 et 2017-2018 par établissements de détention.	89	-
111	Nombre de détenus ayant bénéficié de traitements de zoothérapie dans chacun des établissements de détention, pour chaque année depuis l'instauration de ce traitement et la durée de chacun des traitements offerts par détenu.	-	80
112	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2017-2018.	-	81
113	État d'avancement de la mise en oeuvre de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024. Indiquer le budget et l'effectif prévus pour sa mise en oeuvre pour 2017-2018.	111	-
114	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué en 2016-2017 et 2017-2018.	109	-
115	État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2017-2018.	15	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
116	Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.	-	87
117	Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.	-	90
118	Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.	-	91
119	Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.	-	92
120	Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.	-	93
121	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2017-2018.	134	-
122	La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	136	-
123	La liste des conditions et des tests requis pour être admissibles à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	137	-
124	La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2016-2017 et 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.	-	94
125	Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2017-2018.	119	-
126	La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour 2016-2017 et 2017-2018, ainsi que les augmentations et bonis versés et/ou prévus.	120	-
127	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour 2016-2017 et 2017-2018 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	121	-
128	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour 2016-2017 et 2017-2018, ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	122	-
129	Liste des motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2012-2013, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.	123	-
130	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour 2017-2018, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	125	-
131	Le nombre de dossiers reçus pour 2017-2018, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux).	126	-
132	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2018, par catégorie et par origine.	127	-
133	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2016-2017 et 2017-2018.	128	-
134	État de la mise en oeuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	-	95
135	Pour 2016-2017 et 2017-2018, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.	-	96

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
136	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2017-2018, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	112	-
137	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2017-2018.	113	-
138	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour 2017-2018 ainsi que les augmentations prévues et les bonis et primes reçues au cours d'une même période.	114	-
139	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2017-2018, ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	115	-
140	La liste des enquêtes terminées en 2017-2018 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	116	-
141	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2018 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur responsable du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	117	-
142	Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour 2017-2018.	118	-
143	Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.	-	97
144	État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.	-	99
145	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2017-2018.	129	-
146	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour 2017-2018, incluant leur Curriculum Vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat, ainsi que les augmentations et bonis prévus.	130	-
147	La répartition des décisions prises par la Commission pour 2017-2018 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libérations conditionnelles et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	131	-
148	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour 2017-2018.	132	-
149	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	133	-
150	Mesures mises en oeuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.	-	100
151	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour 2016-2017 et 2017-2018.	148	-
152	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2017-2018.	139	-
153	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour 2017-2018, ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	140	-
154	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps policiers mandatés, pour chaque secteur d'activités pour 2017-2018.	141	-

NUMÉRO	<p style="text-align: center;">ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION</p>	<p style="text-align: center;">RÉFÉRENCE AUX QUESTIONS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ou CAHIERS SQ</p>	<p style="text-align: center;">PAGE</p>
155	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour 2017-2018, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	142	-
156	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour 2017-2018, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	143	-
157	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour 2017-2018.	144	-
158	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour 2017-2018.	146	-
159	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour 2017-2018 ainsi que le résultat de la décision.	147	-
160	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2017-2018.	145	-
161	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs en 2017-2018.	149	-
162	Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.	-	101
163	Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.	-	102
164	Pour chaque corps de police autochtone reconnu par le gouvernement du Québec, indiquer les montants transmis par année financière pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Inclure également les prévisions pour 2018-2019.	91	-
165	Pour chaque corps de police non autochtone du Québec, pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtone de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.	-	103
166	Fournir la planification des sommes assignées à la transition vers la SQ des tâches et responsabilités du corps de police de Mashteuiatsh pour 2017-2018 dans le contexte de l'abolition du service de police de la réserve prévue pour le 31 mars 2016.	-	104
167	Concernant le rapport du Protecteur du citoyen sur les conditions de détention du Nunavik publié le 18 février 2016, fournir les budgets et les ETC prévus en 2018-2019 pour mettre en oeuvre les recommandations. Fournir également tout plan d'action et échéancier prévu par le ministère ou le gouvernement.	-	105

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 8 : Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2017-2018 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2017-2018 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées. Pour connaître les informations accessibles au sujet des mandats confiés en 2017-2018 à des avocats ou à des notaires de la pratique privée par le ministère ou les organismes qui en relève, nous vous référons à la réponse que le ministère de la Justice a donnée à la question dans le cadre de l'étude de ses crédits.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Messagerie principale EDQ et EDF	Anglocom inc.	794
Documents divers - inondations 2017	Anglocom inc.	2 624
Lettres (9)	Anne McBryde Traduction	878
Communiqués aux directeurs de police (4)	Anne McBryde Traduction	165
Pratique policière (1)	Anne McBryde Traduction	1 521
Contenu du site Web - Service d'immatriculation des armes à feu (SIAF) (2)	Anne McBryde Traduction	381
Documents divers - inondations 2017 (5)	Anne McBryde Traduction	530
Documents divers - Autres	Anne McBryde Traduction	740
Traduction de projets de loi	Assemblée nationale	16 002
Traduction de règlements	Centre des services partagés du Québec	1 812
Document d'analyse (1)	Composition Ste-Foy inc.	2 818
Lettres (7)	Les Traducteurs Unis	641
Pratique policière (1)	Les Traducteurs Unis	191

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Communiqués de presse (2)	Les Traducteurs Unis	211
Documents divers - inondations 2017 (4)	Les Traducteurs Unis	517
Documents divers - autres (7)	Les Traducteurs Unis	1 188
Documents divers - inondations 2017	Point Virgule	320
Document statistique (1)	Point Virgule	180
Pratique policière (1)	Traduction Documens inc.	961
Documents divers (5)	Traduction Documens inc.	1 580
Lettres (3)	Traductions Terrance Hughes inc.	559
Documents divers - SIAF (6)	Traductions Terrance Hughes inc.	1 924
Documents divers - autres (2)	Traductions Terrance Hughes inc.	366
Documents divers (6)	Ubiqu Canada inc.	2 827

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE · 01.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS¹	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Appel d'intérêt	Traduction Guy Demers inc.	60
Éléments de contrat	Traduction Guy Demers inc.	79

¹ Période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Lettre	Traductions Sematos (9256-6173 Québec inc.)	307

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction - 1 décision et documents divers	Traduction Amérique	666
Traduction - 18 décisions et autres documents divers	Cogitexte inc.	5 472

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction - 60 rapports d'investigation et d'enquête et 2 documents	Centre de services partagés du Québec	15 452

Source : SAGIR au 28 février 2018

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction - 216 Décisions	Traduction Amériques	12 415
Traduction - 9 Lettres	Traduction Amériques	410
Traduction - 2 Demandes d'accès à l'information	Traduction Amériques	25

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Dépliant du Comité de déontologie policière	Conseil CKSE inc.	90

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS/CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Présentation PowerPoint du BEI - traduction anglaise	Anglocom	670

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUÉBEC

QUESTION 9 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2017-2018. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS¹	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
Traduction en anglais de documents pour Certification 2017 - PROBOARD	CSPQ - Publications du Québec	4 202

¹ Période du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
Amos, 851, 3 ^{ème} rue Ouest	Réaménagement du secteur détention
Cap-aux-Meules, 125, chemin du Parc	Nouveau local pour le Centre d'expertise en gestion de risques d'incidents maritimes (CEGRIM)
Gatineau, 75, boul. Saint-François	Réfection des barrières motorisées
Gatineau, 75, boul. Saint-François	Réfection des services alimentaires
Joliette, 450, rue Saint-Louis	Réaménagement de la DSPJ
Kuujjuaq, 660, Makiuk Street	Nouveau logement
Laval, 2800, boul. Saint-Martin	Agrandissement et réaménagement de la DSPJ
Maniwaki, 266, rue Notre-Dame	Aménagement d'un nouveau local pour la DSPJ
Montréal, 1701, rue Parthenais	Remplacement des contrôleurs de hottes
Montréal, 1701, rue Parthenais	Remplacement des douches oculaires
Montréal, 1701, rue Parthenais	Décontamination de la section balistique
New-Carlisle, 87, boul. Gérard D. Lévesque	Réfection de la salle de désarmement
New-Carlisle, 87, boul. Gérard D. Lévesque	Remplacement de la hotte de cuisine
Québec, 2525, boul. Laurier	Installation d'une nouvelle fibre optique
Québec, 2525, boul. Laurier	Remplacement des batteries et condensateurs UPS
Québec, 2525, boul. Laurier	Modification - salle d'écoute UPAC
Québec, 455, rue Marais	Location suite aux inondations

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION ET SERVICES SUPPORTS À LA GESTION - 01.01

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
Québec, 500, rue de la Faune	Étude sur les bâtiments modulaires temporaires
Rivière du Loup, 37, rue de la Cour	Agrandissement des locaux de la DSPJ
Saguenay, 227, rue Racine	Agrandissement et réaménagement de la DSPJ
Saint-Jérôme, 275, rue Latour	Agrandissement de la DSPC
Sept-Îles, 425, boul. Laure	Réaménagement du quartier cellulaire
Sept-Îles, 65, boul. Vigneault	Agrandissement de la porte menant à l'entrepôt central
Shawinigan, 212, 6e rue	Ajout d'une unité de climatisation
Sherbrooke, 1055, rue Talbot	Étude sur les bâtiments modulaires temporaires
Sherbrooke, 200, rue Belvédère	Agrandissement de la DSPC
Sorel-Tracy, 400, rue Auber	Travaux divers suite à l'occupation
Sorel-Tracy, 400, rue Auber	Agrandissement de la porte menant à l'entrepôt central
Trois-Rivières, 100, boul. Laviolette	Relocalisation d'entrepôts
Trois-Rivières, 4000, rue Louis-Pinard	Remplacement de tapis
Trois-Rivières, 7600, boul. Parent nord	Remplacement de la quincaillerie
Trois-Rivières, 7600, boul. Parent nord	Étude sur les bâtiments modulaires temporaires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

ADRESSE	NATURE DE LA DEMANDE
1, rue Notre-Dame Est, 9e étage, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Ajout de signalisation à l'intérieur des locaux

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES– 03.02

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Plaquettes d'identification
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6	Fournir et installer une gâche électrique près du bouton pour l'ouverture de la porte

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
1701, rue Parthenais, Montréal (Québec) H2K 3S7 (morgue de Montréal)	Réparation et peinture de locaux au 11 ^e étage, en vue de l'arrivée de nouveaux coroners permanents
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Réparation d'un ventilateur sur le toit de la morgue de Québec
1685, boul. Wilfrid-Hamel, Québec (Québec) G1N 3Y7 (morgue de Québec)	Réparation de la porte de l'abri de toile couvrant l'entrée des transporteurs à la morgue de Québec

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE- 03.04

QUESTION 10 : Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2017-2018.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
454 Place Jacques Cartier, 5 ^e étage (Montréal) H2Y 3B3	Mandat de relocalisation du bureau de Montréal

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

- a) Le Prix du ministre de la Sécurité publique;
- b) Une bourse de 3 000 \$ est remise à la personne gagnante;
- c) Créé en 1999, le Prix du ministre de la Sécurité publique vise à reconnaître la contribution du domaine de la recherche scientifique à l'amélioration des connaissances et des pratiques en matière de sécurité publique. Les travaux ou stages doivent répondre à l'une des conditions suivantes :
- avoir une incidence sur les institutions québécoises responsables de l'administration de la justice pénale dans ses diverses composantes;
 - favoriser la compréhension, la promotion, l'implantation ou l'évaluation de mesures novatrices.
- Ce prix est décerné à une étudiante ou à un étudiant dont le mémoire ou le stage de maîtrise se démarque par son apport particulier au regard de la mission du Ministère. Il est remis lors du Congrès biennal de la Société de criminologie du Québec.
- d) Aucun

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 11 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :
a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
d) la liste des concours qui ont pris fin.

a) Concours « Pompiers en action »

b) Le concours « Pompiers en action » consiste, pour les participants, à soumettre une ou plusieurs photos de pompiers en action. Le prix dont bénéficient les gagnants du concours est de voir leur(s) photo(s) publiée(s) dans l'édition annuelle du rapport « La Sécurité incendie au Québec et Statistiques sur les incendies déclarés ». Les gagnants voient la qualité de leur travail reconnue dans une publication gouvernementale et les pompiers, sujets des clichés soumis, obtiennent la reconnaissance ministérielle accordée à leur travail.

c) Les photos transmises au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du Concours « Pompiers en action » contribuent à produire une publication statistique attrayante. Elle se démarque par son esthétisme, confirmé par l'appréciation exprimée par les principaux intervenants. Grâce aux participants du concours, le ministère peut présenter des images d'interventions réelles illustrant toute la complexité des tâches accomplies par les pompiers, et ce, à coût nul.

d) S/O

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
<p>Semaine de la sécurité civile 2017 - <i>La nature ne pardonne pas! Ne soyez pas à sa merci!</i> Du 7 au 13 mai 2017</p> <p>Objectif général : Sensibiliser les citoyens aux conséquences des sinistres afin d'accroître leur autonomie.</p> <p><i>Cette semaine thématique n'a pas eu lieu en raison de la situation exceptionnelle des crues printanières 2017.</i></p>	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	12 165
<p>Semaine de la prévention des incendies 2017 - <i>C'est dans la cuisine que ça se passe!</i> Du 8 au 14 octobre 2017</p> <p>Objectif général : Inciter la population à plus de prudence à l'égard des dangers d'incendie qui nous guettent dans une cuisine.</p>	ATPIQ Facebook CSPQ Version Image Plus Inc.	55 184
<p>Semaine de la prévention de la criminalité 2017 - <i>Ensemble agissons</i> Du 5 au 11 novembre 2017</p> <p>Objectif général : Sensibiliser la population aux enjeux de sécurité et à l'importance de contribuer à prévenir la criminalité.</p>	Facebook	2 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 12 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
<p>Campagne de communication relative aux inondations printanières 2017 Mai, juin et septembre 2017</p> <p>Objectif général : Informer les sinistrés quant à la disponibilité de programmes d'aide financière généraux ou spécifiques, en faisant la promotion de la ligne téléphonique du ministère de la Sécurité publique et du site Internet d'Urgence Québec qui regroupe toute l'information pertinente.</p>	<p>CSPQ Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale</p>	640 665
<p>Campagne de communication relative au Service d'immatriculation des armes à feu du Québec De février à mars 2018</p> <p>Objectif général : Faire connaître l'importance et les obligations liées à l'immatriculation des armes à feu sans restriction.</p>	<p>CSPQ Imprimerie Sociale Groupe ETR-Numeriqca</p>	56 985

Note : Les données financières ont été comptabilisées en date du 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Depuis le 1^{er} avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale. À noter également que depuis le 21 mars 2016, les employés de la Direction des communications du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) et du ministère de la Sécurité publique (MSP) ont été regroupés sous la même direction. 14 membres du personnel sont affectés au secteur des Affaires publiques pour le MAMOT-MSP.
- b)** Il n'y a pas de montant spécifique attribué à ce secteur. Les dépenses effectuées sont pour l'organisation d'événements, de campagnes, de salons ou celles liées à la revue de presse, à la transcription ou à la diffusion de communiqués.
- c)** Les rencontres, pour la plupart, ont trait aux comités de travail du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi qu'à l'organisation d'événements.
- d)** Communication DEMO :
- | | |
|--|-----------|
| Revue de presse électronique et les transcriptions : | 15 140 \$ |
| Revue de presse écrite : | 26 856 \$ |
| CEDROM-SNI (Eureka cc) - Abonnement au service de base de données médias : | 10 906 \$ |
| Meltwater News Canada inc. - Licence pour la base de données - Veille médias : | 6 000 \$ |
- e)** Voir réponse au point d). Il nous est impossible de distinguer les montants investis par le cabinet du reste du ministère. Les factures sont globales et payées centralement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

a) Deux employés

b) 4 050 \$

c) S/O

d) Nous utilisons les services de veille et revue de presse de Demo Communication via le MSP. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.

e) S/O

Note : La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER – 03.03

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Deux employées (dont une a quitté en octobre 2017).
- b)** Dépenses totalisant 75 582 \$
- c)** 14 et 15 septembre 2017 : colloque annuel de formation du Bureau du coroner, à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) à Nicolet.
9 et 10 janvier 2018 : rencontre à Montréal, avec les familles des victimes de l'écrasement d'un avion aux Îles-de-la-Madeleine survenu en mars 2016, pour leur présenter les rapports d'investigation du coroner D^r Martin Clavet et répondre à leurs questions. Rencontre avec le Bureau de la sécurité des transports (BST) du Canada et point de presse du coroner.
16 février 2018 : rencontre à Québec, avec les familles des victimes de la fusillade survenue le 29 janvier 2017 au Centre culturel islamique de Québec (CCIQ), pour leur présenter les rapports d'investigation du coroner M^e Donald Nicole et répondre à leurs questions.
- d)** Aucune. Nous utilisons les services de veille et revue de presse de Demo Communication par l'entremise du MSP. Aucun sujet particulier n'a fait l'objet d'une veille à notre demande.
- e)** S/O

Données au 28 février 2018

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a) Une employée dont les dossiers d'affaires publiques constituent environ 5% de la charge de travail.
- b) Aucun
- c) Aucun
- d) Aucune. Nous utilisons les services de veille et de revue de presse de Demo Communication par l'entremise du MSP.
- e) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.05

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a) Un employé de l'organisme est affecté aux communications et / ou affaires publiques lorsqu'une situation le nécessite.
- b) Aucun
- c) Aucun
- d) Aucune. Nous utilisons les services de veille et de revue de presse de Influence communication par l'entremise du MSP.
- e) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION - 03.06

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Trois employés
- b)** Dépenses totalisant : 36 970 \$
- c)** Participation au Comité stratégique « Police-DPCP » sur les activités médiatiques en lien avec le système de justice
Les participants étaient les suivants: MSP, DPCP, SQ, UPAC, BEI, SPVM, SPVQ et ADPQ.
- d)** Un montant de 15 000 \$ a été investi en veille médiatique. Fournisseur : ADN5 Média Inc.
- e)** S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES - 03.07

QUESTION 14 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2017-2018 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;**
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2017-2018 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2016-2017 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a) Deux employés
- b) Dépenses totalisant : 1 293 \$
- c) Rencontre de travail avec le MSP pour l'élaboration du Plan stratégique le 23 novembre 2017.
- d) Firmes externes : ADN5 Média
Revue de presse : 11 275 \$
Sujets : BEI, enquêtes indépendantes, opérations policières
Cedrom -SNI inc. (droits d'auteurs - revue de presse) : 1 637 \$
- e) S/O

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 15 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 16 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour chacune des années 2012-2013 à 2017-2018, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2018-2019.

L'âge des créances et/ou amendes à recouvrer	2017-2018 (en \$)
Moins d'un an	458 434
1-2 ans	15 714
+ de 2 ans	102 277
Total	576 425

Pour chacune des années les moyens entrepris pour recouvrer les sommes sont les suivants:

Relevé de compte mensuel, Lettre de recouvrement, Téléphone, Certificat d'exigibilité, Hypothèque légale

Note : Pour les informations relatives aux années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 19 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour les périodes 2016-2017 et 2017-2018. Prévisions pour 2018-2019.

Sous réserve des différentes obligations prévues selon leur niveau de service, les corps de police du Québec ont tous le mandat d'enquêter sur la criminalité reliée aux gangs de rue. Le ministère de la Sécurité publique ne détient cependant pas de renseignements particuliers sur l'effectif affecté spécifiquement à la lutte contre les gangs de rue dans les différents corps de police du Québec, ni leur rémunération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 23 : La valeur réellement récupérée des amendes données en lien avec les saisies du tabac de contrebande pour 2017-2018.

Le ministère de la Sécurité publique (MSP) dispose des données sur le montant des amendes imposées à la suite d'un jugement en matière de contrebande de tabac. Ces données lui sont transmises par Revenu Québec dans le cadre du programme ACCES Tabac.

Année financière	2017-2018 ¹
Amendes imposées (en M\$)	39,9

Le MSP ne dispose cependant pas des données sur le montant des amendes encaissées.

¹ Les données pour l'exercice 2017-2018 sont pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2017.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 24 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police :

NOMBRE D'INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS

CATÉGORIES D'INFRACTIONS	2010	2011	2012	2013	2014	2015a	2016p
TOTAL	5 408	4 930	5 281	5 407	5 261	5 705	6 303
Agressions sexuelles graves	34	17	28	17	19	31	17
Agressions sexuelles armées	66	62	60	45	49	88	76
Agressions sexuelles simples	4 104	3 643	3 779	3 704	3 474	3 613	3 925
Total des agressions sexuelles	4 204	3 722	3 867	3 766	3 542	3 732	4 018
Autres infractions d'ordre sexuel ¹	1 204	1 208	1 414	1 641	1 719	1 973	2 285

Données 2017 non disponibles. Le traitement des données 2017 sera effectué en avril 2018.

a : données actualisées

p : données provisoires

¹ Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité, la corruption d'enfants, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur, le voyeurisme, la publication non consentante d'une image intime et le fait de rendre accessible à un enfant du matériel explicitement explicite.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

La publication concernant les infractions sexuelles 2015 est disponible à l'adresse suivante: <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/police/publications-et-statistiques/statistiques/infractions-sexuelles/2015.html>

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer au cahier de l'Étude des crédits antérieur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 24 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année depuis 2006 :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation ;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation :

INFRACTIONS SEXUELLES ENREGISTRÉES PAR LES CORPS POLICIERS SELON LE TYPE DE CLASSEMENT

TYPE DE CLASSEMENT	2010	2011	2012	2013	2014	2015a	2016p
TOTAL	5 408	4 930	5 281	5 407	5 261	5 705	6 303
Classées par mise en accusation	1 607	1 614	1 779	2 031	1 944	2 109	1 832
Classées sans mise en accusation	1 495	1 582	1 566	1 655	1 468	1 625	1 480
<i>Infractions classées</i>	<i>3 102</i>	<i>3 196</i>	<i>3 345</i>	<i>3 686</i>	<i>3 412</i>	<i>3 734</i>	<i>3 312</i>
Infractions non classées	2 306	1 734	1 936	1 721	1 849	1 971	2 991

TYPE DE CLASSEMENT	2010	2011	2012	2013	2014a	2015p	2016p
TOTAL	100,0%						
Classées par mise en accusation	29,7%	32,7%	33,7%	37,6%	37,0%	37,0%	29,1%
Classées sans mise en accusation	27,6%	32,1%	29,7%	30,6%	27,9%	28,5%	23,5%
<i>Infractions classées</i>	<i>57,4%</i>	<i>64,8%</i>	<i>63,3%</i>	<i>68,2%</i>	<i>64,9%</i>	<i>65,5%</i>	<i>52,5%</i>
Infractions non classées	42,6%	35,2%	36,7%	31,8%	35,1%	34,5%	47,5%

Données 2017 non disponibles. Le traitement des données 2017 sera effectué en avril 2018.

a : données actualisées

p : données provisoires

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité fondé sur l'affaire (programme DUC 2).

c) nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles :

Les données Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données. Cette question relève du ministère de la Justice du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 25 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir :

- a) description des actions posées, pour chaque phase ;**
- b) les coûts engendrés, pour chaque phase ;**
- c) le nombre d' appels et de dénonciations reçus sur la ligne d'aide téléphonique sans frais.**

La *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles* prévoit la réalisation de campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles. Cette mesure étant sous la responsabilité du Secrétariat à la condition féminine, le ministère de la Sécurité publique ne détient pas l'information.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 29 : Pour chaque année, depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendants du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).

Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 32 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la prostitution et la prostitution juvénile.

AUCUNE

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 33 : Liste et copie des études et analyses faites ou commandées concernant la corruption et la collusion.

AUCUNE

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES – 03.07

QUESTION 35 : État d'avancement de la mise sur pied du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) institué par le projet de loi n°12 en mai 2013.

Le Bureau des enquêtes indépendantes est en opération depuis le 27 juin 2016. En date du 28 février 2018, il a pris charge de 74 enquêtes indépendantes, dont 49 en 2017.

Depuis octobre 2016, le MSP transmet automatiquement au BEI toutes les allégations d'inconduite à caractère sexuel commise par des policiers dans le cadre de leurs fonctions. En date du 28 février 2017, le BEI avait pris charge de 29 enquêtes de cette nature. En date du 14 février 2018, le gouvernement a adopté le projet de loi 107, qui donnait juridiction exclusive au BEI sur les allégations de cette nature.

Le BEI compte maintenant une unité d'enquête de 34 personnes, soit 1 superviseur coordonnateur, 3 superviseurs et 30 enquêteurs. L'équipe administrative compte 9 personnes, soit, outre la directrice et le directeur adjoint, un conseiller juridique, une attachée d'administration, 2 conseillers aux communications, 1 technicienne en administration et 2 agentes de bureau.

Le BEI utilise son site Web et Twitter pour informer le public du déroulement d'une enquête, obligation qui lui est imposée par le Règlement sur le déroulement des enquêtes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À LA GESTION– 01.01

QUESTION 38 : Dépenses autorisées en 2016-2017 et 2017-2018 en lien avec le registre des armes à feu. Fournir également toute évaluation réalisée par le ministère concernant les coûts d'un registre.

Année	Dépenses autorisées (k\$)	Détail de la dépense
2016-2017	1 325,0	Élaboration du dossier d'affaires et développement du système informatique.
2017-2018	7 163,4	Développement du système informatique et prise d'inventaire

Selon les dernières estimations, le coût pour la création et la mise en place du Système d'immatriculation des armes à feu du Québec serait au plus de 21 M\$, incluant le développement de la solution informatique et la première année d'opérations. Quant aux coûts liés aux opérations annuelles subséquentes, ils sont estimés entre 4 et 5 M\$.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 40 : Le nombre d'effectifs (ETC) attribué à la gestion du Fonds vert au sein du Ministère en 2017-2018, ventilé par poste. Fournir la masse salariale totale.

La gestion du Fonds vert est une responsabilité du Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV). Cependant, le MSP a sous sa responsabilité sept sous-actions, incluant une portée conjointement par le MSP et le MAMOT¹, dont les projets visent uniquement l'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020). Le nombre d'effectifs attribué à ces sous-actions au MSP se ventile ainsi :

Corps d'emploi	ETC
Agent de recherche et de planification socio-économique	1,50
Technicien en administration	0,25
Gestionnaire cadre	0,25
Total des ETC	2,00
Masse salariale (en \$)	162 497

¹ Le suivi et la reddition de compte de cette mesure en développement seront effectués par le MAMOT.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 41 : Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides financières par le Ministère par l'entremise du Fonds vert en 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ventilés par programmes inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

Le MSP ne gère pas de programme associé au Fonds vert. Par contre, sept sous-actions visant un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) sont sous la responsabilité du MSP, dont une en développement sous la responsabilité conjointe du MSP et du MAMOT. Il est à noter que la mise en oeuvre de ces sous-actions a débuté en 2014-2015.

Pour les six sous-actions du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, un montant de 1 214 300 \$ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2014-2015, un montant de 3 525 400 \$ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2015-2016, un montant de 4 743 958 \$ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2016-2017, et un montant de 1 182 785 \$ (provenant du Fonds vert) a été déboursé pour l'année financière 2017-2018.

Veillez vous référer au tableau de la **question des renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 29** pour le détail des sommes octroyées pour ces sous-actions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 42 : La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert, en 2016-2017 et en 2017-2018 avec mention :

- a) de la description du projet ;**
- b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire;**
- c) du programme concerné, le cas échéant ;**
- d) du montant déboursé ;**
- e) de la date du déboursement ;**
- f) de l'objectif poursuivi en termes de réduction des GES.**

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.

Pour chacun de ces projets fournir le cas échéant une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en termes de réduction des GES.

Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Dans ce contexte, la sous-question f) est sans objet.

Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le Ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives :

Une entente administrative, conclue entre le MDDELCC et le MSP en vue d'édicter les règles de gestion des 7 sous-actions du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, a été signée le 27 mars 2015. Le Conseil de gestion du Fonds vert (CGFV), institué le 23 mars 2017 par le gouvernement, a pris la relève du MDDELCC pour encadrer et assurer la coordination de la gestion du Fonds vert. Le fonctionnement pour l'approbation des projets sous la responsabilité du MSP est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au MDDELCC ou au CGFV pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC correspondante. En ce qui concerne les sous-actions en lien avec la prévention des risques naturels (3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020), afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité sur la prévention des sinistres naturels (comité directeur) relevant de l'Organisation de la sécurité civile du Québec. Ce comité directeur est composé aussi du MAMOT, du MDDELCC, du MERN, du MFFP et du MTMDET. Le comité directeur approuve et fait le suivi des projets. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée à l'interne du MSP. Pour la sous-action 2.3 sous la responsabilité conjointe du MSP et du MAMOT, les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation.

La liste des projets sous la responsabilité du MSP ayant bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert est présenté à la **question des renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 29.**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 43 : Concernant la gestion du Fonds vert par le Ministère, fournir pour 2017-2018 :

- a) Le cadre de gestion utilisé;**
- b) La grille d'évaluation des projets;**
- c) Les objectifs poursuivis.**

a) et b) La gestion du Fonds vert est une responsabilité du CGFV. Par contre, pour les sous-actions en adaptation aux changements climatiques du PACC 2013-2020 sous la responsabilité du MSP, le fonctionnement est le suivant : avant la mise en oeuvre d'une sous-action, une fiche descriptive des projets de cette sous-action est soumise au CGFV pour approbation et validation de leur adéquation avec la mesure du PACC correspondante. De plus, afin de s'assurer de la cohérence des actions gouvernementales à réaliser en prévention des risques naturels, le MSP coordonne le Comité pour la prévention des sinistres naturels (comité directeur) relevant de l'Organisation de sécurité civile du Québec. Ce Comité directeur est composé aussi du MAMOT, du MDDELCC, du MERN, du MFFP et du MTMDET. Le Comité directeur approuve et fait le suivi des projets en lien avec les sous-actions 3.2, 6.2.3 et 6.2.4 du PACC 2013-2020. Les critères de sélection pour ces sous-actions sont les mêmes que pour les projets financés par le Cadre pour la prévention de sinistres. La gestion des sous-actions 1.2.2, 3.1 et 3.3 est réalisée à l'interne du MSP. Pour la sous-action 2.3 sous la responsabilité conjointe du MSP et du MAMOT, les projets sont en développement. Ils ne sont pas rendus à l'étape d'approbation.

c) Dans le cadre du PACC 2013-2020, les sous-actions sous la responsabilité du MSP visent un objectif général d'adaptation de la société québécoise face aux impacts anticipés des changements climatiques. Le libellé des actions, des sous-actions et des projets décrit les objectifs spécifiques poursuivis (voir le tableau à la **question des renseignements particuliers de l'opposition officielle numéro 29**).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 70 : Concernant l'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 sur les mesures en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes autochtones, fournir les informations suivantes :

- a) l'enveloppe totale fournie par le MSP sur ce montant;**
- b) la liste des programmes à partir desquels ces sommes ont été dépensées avec le montant pour lequel chacun est responsable;**
- c) les projets auxquels cette enveloppe est assignée;**
- d) l'échéance fixée pour chaque projet;**
- e) l'état d'avancement des travaux pour chaque projet;**
- f) les résultats détaillés pour chaque projet, s'il y a lieu.**

a) L'investissement de 6,1 M\$ annoncé le 4 novembre 2015 n'inclut pas les mesures sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique (MSP) et de la Sûreté du Québec (SQ). Pour plus de détails sur l'investissement de 6,1 M\$, veuillez vous référer à l'étude des crédits du ministère du Conseil exécutif.

b) c) d) e) et f) N/A

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPaux (31 décembre 2016)

DESSERTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPaux

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1099-2016)
1	unique	Bromont	Brome-Missisquoi	Bromont	9 095
	unique	Granby	La Haute-Yamaska	Granby	67 286
	multiple	Memphrémagog (régie)	Memphrémagog	Austin	1 538
				Magog	26 614
				Orford	4 210
				Sainte-Catherine-de-Hatley	2 540
	multiple	Mont-Tremblant	Les Laurentides	Lac-Tremblant-Nord	59
				Mont-Tremblant	9 601
unique	Saint-Jean-sur-Richelieu	Le Haut-Richelieu	Saint-Jean-sur-Richelieu	95 915	
unique	Saint-Jérôme	La Rivière-du-Nord	Saint-Jérôme	75 812	
unique	Thetford Mines	Les Appalaches	Thetford Mines	25 647	

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1099-2016)
2	unique	Blainville	Thérèse-De Blainville	Blainville	57 739
	multiple	Châteauguay	Beauharnois-Salaberry Roussillon	Beauharnois	12 884
				Châteauguay	48 741
				Léry	2 438
				Mercier ¹	13 152
				Saint-Isidore	2 717
	multiple	L'Assomption	L'Assomption	L'Assomption Saint-Sulpice	22 419 3 457
	unique	Lévis	Hors MRC - Lévis	Lévis	145 454
	unique	Mascouche	Les Moulins	Mascouche	47 504
	multiple	Mirabel	Hors MRC - Mirabel La Rivière-du-Nord	Mirabel	50 575
Saint-Colomban				15 821	
multiple	MRC des Collines-de-l'Outaouais	Les Collines-de-l'Outaouais	Cantley Chelsea La Pêche L'Ange-Gardien Notre-Dame-de-la-Salette Pontiac Val-des-Monts	10 967 7 020 7 999 5 563 728 5 933 11 732	
multiple	Lac des Deux-Montagnes (régie)	Deux-Montagnes	Deux-Montagnes Pointe-Calumet Sainte-Marthe-sur-le-Lac Saint-Joseph-du-Lac	17 931 6 648 18 367 6 780	

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

¹Notons que la Ville de Mercier, qui était desservie par le Service de police de Châteauguay, a obtenu l'aval du ministre de la Sécurité publique le 13 septembre 2016 afin de créer son propre de police. Le Service de police de la Ville de Mercier a débuté ses opérations le 17 juillet 2017. À ce jour, cela porte à 30 le nombre de corps de police municipaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1099-2016)
2 (suite)	multiple	Région de Roussillon (régie)	Roussillon	Candiac	20 987
				Delson	7 627
				La Prairie	24 948
				Saint-Constant	27 722
				Sainte-Catherine	17 267
				Saint-Mathieu	1 998
				Saint-Philippe	6 495
	multiple	Repentigny	L'Assomption	Charlemagne	6 063
				Repentigny	84 156
multiple	Richelieu - Saint-Laurent (régie)	La Vallée-du-Richelieu	Beloeil	22 178	
			Carignan	9 294	
			Chambly	29 079	
			McMasterville	5 743	
			Mont-Saint-Hilaire	18 810	
			Otterburn Park	8 406	
			Saint-Basile-le-Grand	16 944	
			Saint-Jean-Baptiste	3 144	
			Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 880	
			Marguerite-d'Youville	Calixa-Lavallée	500
				Contrecoeur	7 740
				Saint-Amable	12 387
				Sainte-Julie	30 088
				Varennes	21 620
				Verchères	5 782
	Rouville	Richelieu	5 441		
		Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 587		

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1099-2016)
2 (suite)	multiple	Saguenay	Le Fjord-du-Saguenay Hors MRC - Saguenay	Larouche Saguenay	1 403 145 365
	unique	Saint-Eustache	Deux-Montagnes	Saint-Eustache	44 938
	unique	Sherbrooke	Hors MRC - Sherbrooke	Sherbrooke	166 633
	multiple	Terrebonne	Thérèse-De Blainville Les Moulins	Bois-des-Filion Sainte-Anne-des-Plaines Terrebonne	9 776 15 054 113 575
	multiple	Thérèse-de-Blainville (régie)	Thérèse-De Blainville	Boisbriand Lorraine Rosemère Sainte-Thérèse	27 447 9 589 14 268 26 847
	unique	Trois-Rivières	Hors MRC - Trois-Rivières	Trois-Rivières	136 018
	3	unique	Gatineau	Hors MRC - Gatineau	Gatineau
unique		Laval	Hors MRC - Laval	Laval	430 077
multiple		Longueuil	Hors MRC - Longueuil	Boucherville Brossard Longueuil Saint-Bruno-de-Montarville Saint-Lambert	42 264 87 215 246 152 27 155 22 490
multiple		Québec	Hors MRC - Québec	L'Ancienne-Lorette Québec Notre-Dame-des-Anges Saint-Augustin-de-Desmaures	17 088 545 485 325 19 369

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Niveau de service	Type de desserte	Corps de police	MRC	Municipalité desservie	Population (décret 1099-2016)
5	multiple	Montréal	Hors MRC - Montréal	Baie-D'Urfé	3 847
				Beaconsfield	19 957
				Côte-Saint-Luc	34 066
				Dollard-des-Ormeaux	51 050
				Dorval	19 579
				Hampstead	7 348
				Kirkland	21 132
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 765 616
				Montréal-Est	3 886
				Montréal-Ouest	5 228
				Mont-Royal	21 198
				Pointe-Claire	32 301
				Sainte-Anne-de-Bellevue	4 975
				Senneville	942
Westmount	20 648				

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

Population totale desservie:	5 684 864
Nombre de municipalités desservies:	99
Nombre de CPM:	29

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2016)

A - CORPS DE POLICE MUNICIPAUX À DESSERTE UNIQUE

Corps de police	Population du décret 1099-2016	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance)¹
Blainville	57 739	2	54
Bromont	9 095	1	15
Gatineau	281 781	3	265
Granby	67 286	1	56
Laval	430 077	3	308
Lévis	145 454	2	117
Mascouche	47 504	2	49
Saint-Eustache	44 938	2	39
Saint-Jean-sur-Richelieu	95 915	1	82
Saint-Jérôme	75 812	1	80
Sherbrooke	166 633	2	156
Thetford Mines	25 647	1	23
Trois-Rivières	136 018	2	116

Population totale :	1 583 899	
Nombre de policiers permanents (surveillance):		1 360
Nombre de CPM :	13	

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPaux (31 décembre 2016)

B - CORPS DE POLICE MUNICIPaux À DESSERTÉ MULTIPLE

Corps de police	Population du décret 1099-2016	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1099-2016
Châteauguay	79 932	2	67	Beauharnois	12 884
				Châteauguay	48 741
				Léry	2 438
				Mercier ²	13 152
				Saint-Isidore (paroisse)	2 717
L'Assomption	25 876	2	24	L'Assomption	22 419
				Saint-Sulpice	3 457
Longueuil	425 276	3	357	Boucherville	42 264
				Brossard	87 215
				Longueuil	246 152
				Saint-Bruno-de-Montarville	27 155
				Saint-Lambert (ville)	22 490
Memphrémagog (régie)	34 902	1	35	Austin	1 538
				Magog	26 614
				Orford	4 210
				Sainte-Catherine de Hatley	2 540

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

² Notons que la Ville de Mercier, qui était desservie par le Service de police de Châteauguay, a obtenu l'aval du ministre de la Sécurité publique le 13 septembre 2016 afin de créer son propre de police. Le Service de police de la Ville de Mercier a débuté ses opérations le 17 juillet 2017. À ce jour cela porte à 30 le nombre de corps de police municipaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1099-2016	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1099-2016
Mirabel	66 396	2	45	Mirabel	50 575
				Saint-Colomban	15 821
Montréal	2 011 778	5	2 826	Baie D'Urfé	3 847
				Beaconsfield	19 957
				Côte-Saint-Luc	34 066
				Dollard-des-Ormeaux	51 050
				Dorval	19 579
				Hampstead	7 348
				Kirkland	21 132
				L'Île-Dorval	5
				Montréal	1 765 616
				Montréal-Est	3 886
				Montréal-Ouest	5 228
				Mont-Royal	21 198
				Pointe-Claire	32 301
				Sainte-Anne-de-Bellevue	4 975
Senneville	942				
Westmount	20 648				
Mont-Tremblant	9 660	1	28	Lac-Tremblant-Nord	59
				Mont-Tremblant	9 601

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1099-2016	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1099-2016
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	49 942	2	42	Cantley	10 967
				Chealsea	7 020
				L'Ange-Gardien (82005)	5 563
				La Pêche	7 999
				Notre-Dame-de-la-Salette	728
				Pontiac	5 933
				Val-des-Monts	11 732
Québec	582 267	4	534	L'Ancienne-Lorette	17 088
				Notre-Dame-des-Anges	325
				Québec	545 485
				Saint-Augustin-Desmaures	19 369
Lac des Deux-Montagnes (régie)	49 726	2	36	Deux-Montagnes	17 931
				Pointe-Calumet	6 648
				Sainte-Marthe-sur-le-Lac	18 367
				Saint-Joseph-du-Lac	6 780
Roussillon (régie)	107 044	2	88	Candiac	20 987
				Delson	7 627
				La Prairie	24 948
				Saint-Constant	27 722
				Sainte-Catherine	17 267
				Saint-Mathieu	1 998
Saint-Philippe	6 495				

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1099-2016	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1099-2016
Repentigny	90 219	2	91	Charlemagne	6 063
				Repentigny	84 156
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	204 623	2	166	Beloeil	22 178
				Calixa-Lavallée	500
				Carignan	9 294
				Chambly	29 079
				Contrecoeur	7 740
				McMasterville	5 743
				Mont-Saint-Hilaire	18 810
				Otterburn Park	8 406
				Richelieu	5 441
				Saint-Amable	12 387
				Saint-Basile-le-Grand	16 944
				Sainte-Julie	30 088
				Saint-Jean-Baptiste	3 144
				Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 587
Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 880				
Varenes	21 620				
Verchères	5 782				
Saguenay	146 768	2	132	Larouche	1 403
				Saguenay	145 365
Terrebonne	138 405	2	125	Bois-des-Filion	9 776
				Sainte-Anne-des-Plaines	15 054
				Terrebonne	113 575

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 72 : La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

Services de police	Population du décret 1099-2016	Niveau de service	Nombre de policiers permanents (surveillance) ¹	Municipalités desservies	Population du décret 1099-2016
Thérèse-De Blainville (régie)	78 151	2	81	Boisbriand	27 447
				Lorraine	9 589
				Rosemère	14 268
				Sainte-Thérèse	26 847

Nombre de CPM :	16		4 677	Population totale :	4 100 965
				Nombre de municipalités dess	86

Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données de 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

¹ Nombre de policiers permanents assignés à la surveillance du territoire, mais pas par relève.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 73 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2018¹, répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2016			AU 31 DÉCEMBRE 2016		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Blainville	76	24	100	73	22	95
Bromont	20	4	24	20	4	24
Châteauguay	88	20	108	88	20	108
Gatineau	388	132	520	386	124	510
Granby	78	24	102	77	24	101
L'Assomption	32	5	37	32	5	37
Laval	584	167	751	578	161	739
Lévis	155	47	202	154	41	195
Longueuil	568	192	760	564	176	740
Mascouche	62	17	79	62	17	79
Memphrémagog (régie)	45	10	55	45	10	55
Mirabel	41	15	56	53	15	68
Montréal	4 846	974	5 820	4 547	888	5 435
Mont-Tremblant	34	16	50	34	16	50
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	56	15	71	56	15	71
Québec	723	185	908	766	165	931
Lac des Deux-Montagnes (régie)	49	8	57	49	8	57

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION -01.04

QUESTION 73 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2018¹, répartis par corps de police municipal.

CORPS DE POLICE	AU 31 DÉCEMBRE 2016			AU 31 DÉCEMBRE 2016		
	TOTAL POLICIERS AUTORISÉS	TOTAL CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS AUTORISÉS	TOTAL POLICIERS PERMANENTS	TOTAL CIVILS PERMANENTS	TOTAL POLICIERS ET CIVILS PERMANENTS
Région de Roussillon (régie)	115	37	152	115	37	152
Repentigny	118	27	145	118	27	145
Richelieu - Saint-Laurent (régie)	212	39	251	212	39	251
Saguenay	178	39	217	178	39	217
Saint-Eustache	60	22	82	60	22	82
Saint-Jean-sur-Richelieu	107	29	136	105	29	134
Saint-Jérôme	109	23	132	109	23	132
Sherbrooke	200	52	252	200	52	252
Terrebonne	168	43	211	168	43	211
Thérèse-De Blainville (régie)	107	36	143	107	36	143
Thetford Mines	30	6	36	30	6	36
Trois-Rivières	157	40	197	157	40	197
TOTAL - CPM	9 406	2 248	11 654	9 143	2 104	11 247
Sûreté du Québec	5 753	2 004	7 757	5 540	1 682	7 222
GRAND TOTAL	15 159	4 252	19 411	14 683	3 786	18 469

Les données sont disponibles uniquement sur la base de l'année civile

¹ Il s'agit des données de 2016 provenant du Questionnaire sur l'administration des activités policières. Les données 2017 seront traitées à partir de mai 2018.

L'effectif policier et civil autorisé représente le nombre minimal de postes prévus par un corps de police pour fournir les services policiers en conformité avec la Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

L'effectif policier et civil permanent représente les personnes qui sont en poste plutôt que les postes autorisés pour un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 76 : État d'avancement détaillé de la mise en oeuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.

Recommandation 1 : Que la Direction de l'inspection et de la vérification interne (DIVI) du ministère de la Sécurité publique chargée de procéder aux enquêtes administratives se voit fixer des délais cibles dans l'exécution des mandats qui lui sont confiés, spécialement lorsque ces mandats ont trait à des incidents ou événements qui soulèvent des questions de sécurité affectant la crédibilité du système carcéral et que les ressources nécessaires à l'accomplissement de ces mandats soient mises à la disposition des comités d'enquête.

Réalisations : Octobre 2014 Un tableau de bord répartissant les demandes par catégorie de priorités et contenant des délais précis de réalisation est mis en place.
Janvier 2015 Évaluation des besoins en coenquêteurs de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) et détermination des modalités de formation.
Avril 2015 Formation offerte à treize coenquêteurs par la DIVI.

Résultat : Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

Recommandation 2 : Que le fonctionnement du comité d'enquête sur les allégations et le protocole de travail entre la Direction de la sécurité et la Sûreté du Québec (SQ) soient revus afin d'améliorer le traitement des allégations visant les membres du personnel carcéral et que soit examiné le recours par la DGSC à des enquêteurs spécialement affectés à la collecte des informations pouvant servir aux enquêtes policières relatives à ces allégations.

Réalisations : Hiver 2015 Le protocole de travail en place a été analysé et il s'est avéré adéquat. Cependant, la DGSC et la SQ ont convenu de nouveaux mécanismes conjoints qui permettront la priorisation et le traitement des dossiers d'allégations ainsi qu'une rétroaction aux directeurs des établissements de détention (DED).
Février 2015 Mise en place du comité stratégique Services correctionnels du Québec (SCQ)/ SQ.
Automne 2017 Mise en place du Comité opérationnel SCQ/SQ.

Résultat : Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 76 : État d'avancement détaillé de la mise en oeuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.

Recommandation 3 : Que la DGSC modifie le manuel de politiques, instructions et procédures administratives afin qu'il y soit prévu une fouille systématique de toutes les personnes incluant le personnel carcéral avant d'autoriser l'admission de ces personnes dans l'enceinte des ED du Québec.

Réalisations :

Octobre 2014	Deux projets pilotes de fouille des membres du personnel ont débuté dans des ED du réseau.
Été 2015	Dépôt de l'analyse préliminaire des projets pilotes, des recommandations concernant l'implantation provinciale, de même que d'une évaluation des coûts d'aménagement, d'acquisition d'équipements, d'appareils de détection et des effectifs nécessaires à l'implantation provinciale de la fouille systématique.
Automne 2015	Ouverture du nouvel ED de Roberval, doté des équipements pour réaliser la fouille du personnel.
Automne 2016	Rédaction d'un guide de formation sur l'utilisation des appareils de détection.
Automne 2017-Hiver 2018	Création et implantation d'un registre de fouille informatisé.
Automne 2017	Dépôt de l'instruction 3 1 S 09 : Fouille des membres du personnel, des visiteurs et des personnes autorisées.
2017	Ouverture des nouveaux ED de Sept-Îles et Sorel, dotés des équipements pour réaliser la fouille des membres du personnel.
Actions futures 2018	Ouverture du nouvel ED d'Amos, doté des équipements pour réaliser la fouille des membres du personnel. Dépôt du bilan final des projets pilotes sur la fouille des membres du personnel.

Résultat : Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 76 : État d'avancement détaillé de la mise en oeuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.

Recommandation 4 : Que soit revu l'outil de classement des personnes incarcérées actuellement utilisé dans les ED afin d'y prévoir notamment, des critères permettant d'attribuer un classement spécifique aux prévenus liés à une organisation criminelle.

Réalisations : Octobre 2014 Un nouvel outil de classement qui prend en considération, notamment, l'appartenance à une organisation criminelle et le statut de la personne incarcérée (PI) et permettant un classement des PI en fonction de leur besoin d'encadrement sécuritaire est mis en place dans tous les ED.
L'instruction portant sur le classement d'une PI dans un ED est modifiée et transmise dans le réseau correctionnel.

2015 L'outil de classement de même que l'instruction sont bonifiés après des consultations auprès des utilisateurs de l'outil.

Février 2016 Présentation de l'outil et de l'instruction révisés au comité paritaire sur la sécurité avec le Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec (SAPSCQ).

Octobre 2016 Adoption et diffusion d'une nouvelle version de l'outil et de l'instruction révisés en fonction des résultats des consultations effectuées, des commentaires du protecteur du citoyen et du SAPSCQ.

Résultat : Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

Recommandation 5 : Que les autorités de la DGSC examinent la pertinence de créer, au sein de ses services, un bassin de conseillers juridiques spécialisés dans le droit carcéral auquel les DED pourraient avoir recours rapidement pour l'assistance juridique à l'instar de service-conseil que dispense la Direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP) aux forces policières du Québec.

Réalisations : Avril 2015 Mise en place d'une ligne téléphonique prodiguant des services juridiques en dehors des heures ouvrables.

Mai 2015 Reprise des activités du Groupe-conseil stratégique sur la gestion de l'incarcération des personnes liées à une organisation criminelle. Ce comité regroupe des membres du Ministère de la Sécurité publique et du DPCP.

Résultat : Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 76 : État d'avancement détaillé de la mise en oeuvre de chacune des recommandations contenues dans le rapport d'enquête administrative concernant l'évasion par hélicoptère de l'établissement de détention de Québec le 7 juin 2014.

Recommandation 6 : Que la structure du renseignement sécuritaire implantée à la DGSC fasse l'objet d'un examen visant à faire le bilan des résultats obtenus depuis sa création et que la DGSC procède, le cas échéant, aux ajustements nécessaires en vue de lui permettre d'accomplir pleinement le mandat qui lui est assigné.

Réalisations :	Décembre 2014	Dépôt du rapport du comité de travail sur l'analyse de la structure du renseignement.
	Hiver 2015	Rédaction d'un plan de travail afin de mettre en place les recommandations du rapport.
	Octobre 2015	Création de la nouvelle Direction du renseignement (DR) à même les effectifs de la DGSC.
	Automne 2016	Centralisation de la gestion des cas à haut risque à la DR et implantation d'un formulaire d'évaluation et de gestion du risque sécuritaire. Bonification des outils et répertoires de travail afin de centraliser le renseignement.
	Décembre 2016	Bonification de la formation initiale sur le renseignement donnée aux nouveaux employés ayant des fonctions liées au renseignement.
	Décembre 2016 et Janvier 2017	Formation sur la gestion des sources offerte et mise en place d'un guide de gestion et de formulaires spécifiques.
	En continu	Développement et diffusion de produits d'analyse du renseignement dans le réseau.
	En continu	Poursuite du développement de la DR dans le respect du cadre financier octroyé.
Résultat :	Ainsi, toutes les actions ont été réalisées pour respecter cette recommandation.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS -01.02

QUESTION 80 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2018.

Répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2017-2018¹

SOUS-CLASSE DU DÉLIT PRINCIPAL	AMO	BCO	EDF	EDQ	EDL	EDM	EDP	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TRR
Aliments et drogues	-	-	-	-	-	1	-	7	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Armes à feu	10	2	1	15	2	63	-	-	2	11	4	9	2	6	16	10	3
Assurance-chômage	-	-	-	-	-	-	-	159	1	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres délits au code criminel	85	22	64	275	179	641	-	7	28	130	53	90	15	181	252	126	76
Autres infractions aux lois québécoises	-	-	2	12	9	32	-	122	-	6	1	4	-	8	19	14	12
Autres infractions aux règlements municipaux	15	-	6	30	77	155	-	-	-	13	3	23	11	95	71	27	25
Autres infractions aux statuts fédéraux	-	-	-	-	-	1	-	35	-	1	1	-	-	2	1	-	-
Autres infractions contre la personne	30	5	9	71	24	159	3	3	9	35	35	28	14	38	73	26	24
Autres infractions contre la propriété	-	-	-	2	1	5	-	-	-	-	-	-	1	2	4	1	3
Autres infractions québécoises (circulation)	1	-	1	5	2	3	-	6	-	-	-	1	-	4	1	-	-
Complot, complicité, tentative	2	2	1	23	19	95	-	-	1	8	2	5	-	25	32	12	14
Conservation de la faune	2	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extorsion	3	1	1	7	3	22	1	8	-	1	-	2	1	1	9	2	1
Fraude, corruption et escroquerie	2	-	7	12	24	38	-	-	-	4	-	2	1	7	9	3	5
Homicide	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Homicide involontaire	-	-	-	-	-	2	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-
Immigration	-	-	-	-	2	11	-	19	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Infractions à la circulation routière (code criminel)	5	5	1	29	5	77	-	28	1	3	14	12	1	18	46	16	18
Infractions contre l'état	15	2	3	21	21	78	1	12	4	28	4	14	1	29	33	6	4
Infractions d'ordre sexuel	10	5	-	35	2	66	25	54	3	2	6	13	-	19	80	16	19
Infractions fédérales (boissons & circulation)	36	15	28	128	77	225	-	1	17	5	27	43	4	89	103	59	61
Infractions municipales (circulation)	-	-	-	1	6	-	-	-	1	-	-	-	-	4	1	-	-
Infractions provinciales (boissons & circulation)	1	-	-	-	-	-	-	66	-	-	1	-	-	-	-	-	-
Introduction par effraction	35	14	9	131	33	260	1	-	10	20	14	38	9	62	108	43	50
Loi sur les indiens	-	-	-	-	7	49	-	-	-	-	-	-	-	2	1	2	-
Main-d'œuvre	-	-	-	4	-	1	-	24	-	-	1	-	-	-	2	-	-
Méfait, incendie, dommage	27	1	7	61	32	126	-	74	8	14	12	22	9	21	17	11	20
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	57	9	32	147	103	436	-	-	6	275	24	24	18	89	187	56	37
Outrage	-	-	-	-	-	1	-	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paris, prostitution, mœurs	7	3	2	37	4	63	8	17	7	5	8	16	1	13	48	9	9
Recel	5	1	-	10	9	39	-	252	2	8	1	4	2	6	20	4	4
Stupéfiants	61	21	55	326	177	724	1	-	18	116	48	89	15	199	285	92	132
Tentative de meurtre	-	-	-	2	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-
Transport	-	-	-	-	-	2	-	88	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies de fait	106	18	21	174	122	414	1	8	17	54	39	69	35	90	196	58	61
Vol qualifié	3	1	2	12	16	130	-	61	2	24	2	3	3	7	24	7	12
Vol simple	14	2	7	45	48	194	-	31	1	48	10	9	4	25	115	18	64
Vol simple de moins de 1000\$	21	3	19	46	59	137	-	-	3	23	7	24	7	40	21	6	10

¹ Données compilées en date du 31 janvier 2018.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 95 A : **Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.**

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Problématique																	
Violence						√		√						√			
- conjugale					√	√				√			√				
- générale	√	√	√		√	√			√		√	√	√	√	√	√	√
Délinquance sexuelle			√		√	√	√		√		√			√	√		
Victimes d'abus sexuels						√		√							√		
Alcoolisme	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Toxicomanie		√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Dépendance affective		√	√			√			√		√		√				√
Jeu compulsif					√	√					√			√			
Développement de soi																	
Connaissance et estime de soi		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√
Résolution de problèmes		√	√			√	√			√	√		√			√	√
Habiletés sociales et parentales		√	√		√	√	√	√	√	√	√		√			√	√
Relations interpersonnelles		√	√	√	√	√	√		√	√					√	√	
Motivation						√	√			√							√
Santé																	
Physique ²	√		√	√	√	√				√	√		√	√	√	√	√
Mentale ²	√		√	√	√	√		√	√	√	√		√		√	√	√
ITSS	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Loisir																	
Activités socioculturelles	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Activités sportives	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Arts	√		√		√	√		√	√		√	√	√		√	√	√

¹ Les données proviennent de l'inventaire produit en 2016.

² Ces services relèvent des obligations légales ou administratives et répondent à des engagements du MSP. Un « √ » dans cette section indique donc un service additionnel au minimum requis.

*Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe d'alcooliques anonymes, un département spécialisé ainsi que des ateliers offerts par une ressource de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 95 A : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Programmes, activités et services offerts ¹	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
								Femmes	Hommes								
Éducation (Commissions scolaires selon l'annexe A 2011-2012 ou formations hors entente)																	
Alphabétisation	√	√	√		√	√		√	√	√		√	√	√	√	√	√
Francisation			√		√	√			√	√			√				√
Présecondaire	√	√	√	√	√	√		√	√	√		√	√	√	√	√	√
Secondaire et préparation au postsecondaire	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Intégration sociale	√		√	√		√		√	√	√			√			√	√
Intégration socioprofessionnelle	√	√	√	√	√	√	√		√	√			√				√
Autre formation	√		√	√	√	√	√	√		√			√	√			√
Employabilité																	
Service d'un CMO	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Formation préalable à l'emploi		√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√			√	√
Postes de travail rémunérés	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Postes de travail non rémunérés	√		√						√		√				√	√	
Cantine			√							√							√
Postes de stages			√				√										√
Autres	√		√		√				√				√	√			√
Divers																	
Accueil	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Parcours	√	√			√	√		√	√	√			√	√	√	√	√
Prévention du suicide	√	√	√		√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√
Programme préparatoire à la sortie		√	√	√		√			√	√	√		√			√	√
Pastorale	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
Autres		√	√	√	√			√	√		√	√	√	√	√	√	√
Programmes pour clientèles spécifiques																	
Autochtones et Inuits	√	√				√							√			√	
Femmes			√			√											
Gangs de rue																	
Indigente																	
Itinérante					√										√	√	
Psychiatrie											√						

¹ Les données proviennent de l'inventaire produit en 2016.

*Pour un crochet, il peut y avoir plusieurs services. Par exemple, un crochet pour le thème « alcoolisme » peut inclure un groupe d'alcooliques anonymes, un département spécialisé ainsi que des ateliers offerts par une ressource de la communauté.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS -01.02

QUESTION 95 B : Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci, les salaires donnés aux détenus et le total de la rémunération versée aux détenus.

Fonds de soutien à la réinsertion sociale (en \$)

Programmes et services offerts en 2016	Amos	Baie-Comeau	Hull	Leclerc de Laval	Maison Tanguay ¹	Montréal	New Carlisle	Percé	Québec		Rimouski	Rivière-des-Prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières
									Femmes	Hommes								
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale - 2016	59 446	64 104	325 381	924 552	(46 590)	1 000 531	140 516	44 945	92 525	805 233	147 731	99 013	162 378	797 975	19 157	304 893	51 811	200 719
Rémunération des personnes incarcérées	29 908	23 143	123 194	434 081	21 241	526 554	50 814	7 018	24 812	418 492	66 222	9 143	60 038	352 258	7 856	151 073	22 779	95 183
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées et financées par le fonds	68 712	43 205	149 374	89 724	188 788	270 542	34 902	36 133	43 040	355 062	56 957	95 097	84 807	268 065	5 555	117 251	176 775	112 648

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2016 des fonds des établissements de détention. Les données de l'exercice 2017 ne seront disponibles qu'à l'automne 2018.

¹ L'Établissement de détention Maison Tanguay a fermé ses portes et les femmes ont été transférées à l'Établissement de détention Leclerc de Laval en février 2016.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 96 : Les rapports annuels (états financiers) du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale institué en vertu de la Loi sur les services correctionnels, pour les années 2013-2014 à 2017-2018. Justifier les différentes charges relatives à la gestion du Fonds (honoraires professionnels, déplacements, etc.).

Les rapports annuels publiés peuvent être consultés dans le site Internet du ministère de la Sécurité publique, dans la rubrique Services correctionnels/Réinsertion sociale/Fonds de soutien à la réinsertion sociale, à l'adresse suivante : <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/reinsertion-sociale/fonds-soutien.html>.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 97 : Le nombre de détenus, par établissement de détention, évalués avant le sixième de leur peine en 2016-2017 et 2017-2018.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2016-2017 (10 mois)	2017-2018 (10 mois)
Amos	50	118
Baie-Comeau	51	71
Hull	280	259
Leclerc de Laval	144	187
Montréal	1 246	1 185
New Carlisle	99	88
Percé	42	33
Québec (femmes)	96	96
Québec (hommes)	659	645
Rimouski	141	166
Rivière-des-Prairies	69	1
Roberval	184	216
Sept-Îles	34	54
Sherbrooke	343	416
Sorel	86	111
St-Jérôme	312	208
Trois-Rivières	268	234

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 98 : Les résultats et rapports relatifs au projet-pilote mettant en œuvre de nouvelles modalités d'évaluation de la réinsertion sociale des détenus en janvier 2013, visant à permettre de diminuer le temps de production des évaluations et ainsi d'augmenter le nombre d'évaluations produites, tout en s'assurant de leur qualité.

Les efforts investis au cours des dernières années afin d'améliorer les taux de production des évaluations ont permis des progrès quant à la production des évaluations. En 2017-2018, la production totale est demeurée stable. Toutefois, on observe une légère baisse de production dans les délais qui est attribuable, en partie, à une hausse significative des dossiers dans certains établissements ainsi qu'à des postes de professionnels non comblés durant des périodes plus ou moins longues. Les établissements concernés ont rapidement mis en place des moyens pour remédier aux situations problématiques. La DGSC poursuit ses efforts quant à la transmission dans les délais et de façon numérisée des dossiers à la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

Évolution du taux d'évaluations produites en détention pour les sentences de six mois et plus¹

2016-2017	2017-2018	Variation
95 %	95 %	0 %

Évolution du taux d'évaluations produites avant le 1/6 pour les sentences de six mois et plus¹

2016-2017	2017-2018	Variation
72 %	66 %	-6 %

¹ Données des 10 premiers mois de l'année.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 99 : Les conclusions ou l'état d'avancement de la révision des différents outils d'évaluation et des modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois.

À la suite de diverses études concernant l'évaluation des personnes soumises à de courtes peines d'emprisonnement et dans le cadre de l'approche globale, une mise à jour des outils d'évaluation utilisés par les agents des services correctionnels (ASC) pour évaluer les personnes contrevenantes a été réalisée.

Les modalités d'évaluation des personnes condamnées à des peines de moins de six mois ainsi que la mise en place d'un mécanisme de contrôle de qualité qui permettra également de s'assurer de l'amélioration de la qualité des évaluations produites par les ASC ont été incluses dans le plan d'action faisant suite aux recommandations du vérificateur général du Québec (VGQ).

Les versions révisées des outils d'évaluation *Profil de prise en charge* et *Évaluation sommaire* ont été transmises aux réseaux correctionnels en février 2018. Un guide d'utilisation a également été élaboré.

Des travaux sont en cours relativement à la mise en place d'un mécanisme de contrôle de qualité des évaluations réalisées par les ASC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 100 : Pour 2016-2017 et 2017-2018, le nombre de détenus, par établissement de détention, recevant des prestations de la CNESST suite à une blessure à l'emploi d'un Fonds central de soutien à la réinsertion sociale¹.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	2017 ²
Amos	-
Baie-Comeau	-
Hull	-
Leclerc de Laval	3
Montréal	6
New Carlisle	-
Percé	-
Québec (femmes)	-
Québec (hommes)	7
Rimouski	-
Rivière-des-Prairies	-
Roberval	1
Sept-Îles	-
Sherbrooke	1
Sorel	-
St-Jérôme	-
Trois-Rivières	1

¹ Notons que chaque fonds d'un établissement de détention traite directement avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et non le Fonds central, malgré que les fonds soient reconnus comme « un seul employeur » (ils sont regroupés aux fins de leur adhésion au régime rétrospectif de la CNESST).

² Janvier à décembre 2017.

*Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 101 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels (ASC) pour les périodes 2016-2017 et 2017-2018.

Établissement	2017-2018 (9 mois)	
	Absentéisme	
	Nb d'heures d'absences	Taux d'absentéisme (%)
TOTAL	325 049	8,0 %
Amos	12 474	8,0
Baie-Comeau	4 353	6,7
Hull	12 327	6,9
Leclerc de Laval	19 692	7,9
Montréal	62 811	8,3
New Carlisle et Havre-Aubert	9 845	13,3
Percé	3 714	7,3
Québec	41 426	7,8
Rimouski	11 266	10,3
Rivière-des-Prairies	48 156	7,9
Roberval	15 172	7,9
Sept-Îles	6 702	7,7
Sherbrooke	9 510	5,2
Sorel	11 428	6,7
St-Jérôme	27 701	7,8
Trois-Rivières	16 092	9,1

* Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieure.

Source: Média, modèle ABSENCE-T3, décembre 2017

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 102 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les centres de détention pour les années 2016-2017 et 2017-2018. Ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS
	2017-2018 (11 mois)	2017-2018 (11 mois) (en \$)
Amos	1 633	291 444
Baie-Comeau	335	173 512
Montréal ³	5 215	216 086
Rivière-des-Prairies ²	3 962	
Leclerc de Laval (femmes) ³	1 124	5 982
Leclerc de Laval (hommes) ³	308	
Québec (femmes)	450	445 579
Québec (hommes)	2 336	
Hull	1 092	94 685
New Carlisle	252	54 453
Havre-Aubert	1	
Percé	68	15 386
Rimouski	496	83 197
Roberval	701	75 770
Sept-Îles	98	3 350
Sherbrooke	1 177	179 734
Sorel	1 246	119 839
St-Jérôme	6 102	508 474
Trois-Rivières	1 035	151 945

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Les transferts sont effectués par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

³ Les transferts sont effectués par d'autres établissements de détention.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 103 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de Justice (pour comparaison) pour les périodes 2016-2017 et 2017-2018. Ventilation par centre de détention.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	NOMBRE DE PERSONNES TRANSFÉRÉES (COMPARUTIONS)	DÉPENSES ¹ DES TRANSFERTS (COMPARUTIONS)
	2017-2018 (11 mois)	2017-2018 (11 mois) (en \$)
Amos	4 200	416 636
Baie-Comeau ²	638	-
Montréal ³	9 578	2 127 367
Rivière-des-Prairies ³	14 316	
Leclerc de Laval (femmes) ³	3 477	298 299
Québec (femmes)	848	
Québec (hommes)	8 023	
Hull	4 821	28 986
New Carlisle	634	102 564
Havre-Aubert	4	
Percé	3	-
Rimouski	1 159	82 640
Roberval	3 011	212 669
Sept-Îles	620	5 037
Sherbrooke	6 530	109 666
Sorel	2 453	286 122
St-Jérôme	12 237	652 639
Trois-Rivières	3 081	319 060

¹ La dépense en salaire comprend les heures en temps régulier et en temps supplémentaire. Elle comprend également les heures d'absences des ASC à temps complet affectés à cette activité.

² Le palais de justice étant à proximité de l'établissement de détention, cela ne génère aucuns frais de transport relatifs aux comparutions.

³ Les comparutions sont effectuées par la Direction des services de transports et comparutions (DSTC), dans la majorité des cas.

*Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années antérieures.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 105 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2017-2018. Ventilé par établissement de détention.

La Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique considère essentiel de créer et de maintenir, dans les établissements de détention (ED), un environnement sécuritaire qui permet aux membres du personnel et aux personnes incarcérées d'évoluer dans un tel milieu. Pour ce faire, les agents des services correctionnels procèdent de façon régulière à la fouille des cellules et de tout autre emplacement situé à l'intérieur et à l'extérieur des ED. Ces activités de fouille peuvent être effectuées à n'importe quel moment et aussi souvent que requis. Toutefois, elles ne sont pas toutes inscrites dans un registre puisque certaines d'entre elles ne nécessitent pas la rédaction d'un rapport.

Il est important de préciser qu'une activité de fouille peut consister en la fouille d'une cellule, ou de toutes les cellules d'un même secteur, ou de l'ensemble des secteurs d'un ED. De plus, les méthodes de comptabilisation des activités de fouille varient d'un ED à l'autre, d'une personne à l'autre, de même que d'une année financière à l'autre. Des éléments comme des regroupements ou des fragmentations de diverses activités de fouille rapportées, de même que l'instauration de procédures locales, peuvent expliquer les écarts significatifs observés. La Direction générale des services correctionnels travaille activement à l'implantation d'outils qui permettront de standardiser les pratiques et la compilation des données pour les années financières à venir.

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	ACTIVITÉS DE FOUILLE	
	2016-2017	2017-2018 ¹
Amos	18	N/D
Baie-Comeau	26	N/D
Hull	398	N/D
Leclerc de Laval	100	N/D
Montréal	424	N/D
New Carlisle	30	N/D
Percé	6	N/D
Rimouski	123	N/D
Québec	98	N/D
Rivière-des-Prairies	276	N/D
Roberval	26	N/D
St-Jérôme	39	N/D
Sept-Îles	90	N/D
Sherbrooke	30	N/D
Sorel	42	N/D
Trois-Rivières	1 298 ²	N/D

¹ Les données de 2017-2018 seront disponibles uniquement à la fin du mois de mai 2018.

² L'écart entre le nombre d'activités de fouille de l'ED de Trois-Rivières comparativement aux autres ED s'explique par le fait que les activités de fouille par cellule ont été compilées alors que la majorité des autres ED ont compilé les activités de fouille par secteur.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 105 : Le nombre d'inspections cellulaires, le nombre de saisies effectuées, la liste des effets saisis pour 2017-2018. Ventilé par établissement de détention.

Liste des items saisis (interdits ou non autorisés) recensés dans les établissements de détention ³ :

accumulation de boîtes	batterie artisanale	CD	encre	machine à tatouage artisanale	plante	télévision
accumulation de carton	batterie (de cellulaire et de Xbox)	ceinture non conforme	enregistreur	mandat poste	plexiglas	thermomètre de réfrigérateur
accumulation de journaux		cendrier artisanal	épingle à couche	manette de Xbox	poids haltère artisanal	tige de métal
accumulation de literie	batterie modifiée	cendrier modifié	espadrille avec semelle décollée	marqueur sharpie	poignée artisanale	timbre de nicotine (Nicoderm)
accumulation de livres	batterie/pile (AA, AAA, etc.)	chandelle artisanale	exacto artisanal	mèche pour perceuse	poivrière	tondeuse
accumulation de médicaments	bijou artisanal	chargeur (booster pack)	fil de chargeur	médicament nécessitant une ordonnance (Séroquel, méthadone, stéroïde, etc.)	porte-serviette artisanal	tournevis
accumulation de nourriture	bijou	chargeur artisanal	fil de chargeur modifié	microphone mains libres	pot de calamine	tube de colle
accumulation de papier	bobine de fil	chargeur solaire	foret	monnaie (pièce de)	poudre explosive	tube Orajel
accumulation de produits hygiéniques	bobine de fil de cuivre	chaudière	fouet de cuir artisanal	montre téléphone cellulaire	poudre pour bébé	tube de voltarin
accumulation de vaisselle	boîte de conserve non conforme	cigarettes	fronde	montre-bracelet	produit nettoyant (Old Dutch/Comet)	soulier à cap d'acier
accumulation de vêtements	boîte de Q-Tips	ciseaux	gant de cuir	morceau de ciment	protéine	vaporisateur de nitroglycérine
accumulation d'ordures	boucle de ceinture non conforme	clé	gant de fouille	morceau de cuivre	radio	ventilateur
adaptateur	boulon	clé à molette	gant de latex	morceau de fer	radio (morceau)	ventilateur altéré
affiche	bouteille vide	clé de menotte artisanale	gommette	morceau de grillage	rallonge électrique	vibrateur artisanal
agrafeuse	briquet	clou	grille-pain abîmé	morceau de métal	rasoir	vis
aiguille	briquet à gaz type Gun	colle contact	haut-parleur artisanal	morceau de serpillère	réveil matin	
aiguiseur	briquet artisanal	collier de perles	huile à massage	moteur de lecteur CD	revue pornographique	
aimant	broche	contenant de gel à raser	image obscène	objet cylindrique	rideaux	
alcool frelaté	brosse à cheveux modifiée	corde à linge artisanale	inhalateur pour l'asthme	ordinateur portable	rince-bouche	
allume-cigarette	brosse à dents	corde artisanale	iPad	ouvre-boîte	roche/caillou	
allumettes	cabaret de plastique (cuisine)	coupe-ongles	iPod	papier à rouler	ruban adhésif	
antenne artisanale	câble électrique	couteau à beurre	jeu de société	papier aluminium	ruban électrique vert	
appareil Bluetooth	câble USB	couteau de poche	lame de grattoir	papier Mika	sac de plastique	
argent en papier (billet de banque)	cadenas	couvre batterie de cellulaire	lame de rasoir	papier sablé	seringue	
arme artisanale	cagoule	craies	lampe portable	peinture	seringue artisanale	
baguette artisanale	cahier à spirale	crayon surligneur	lecteur CD	perche artisanale	soie dentaire	
baladeur	calculatrice	créatine	lecteur MP3	petit moteur rotatif	substance s'apparentant à des drogues	
balance	contenant de vernis	décapant à peinture	lien artisanal (bois, métal, corde, tissus) servant à passer des articles d'une cellule à une	photo de nudité	tabac en vrac	
balance électronique	carte d'appel	dentifrice	liste de clients	pic artisanal	taraud (outil)	
banc de toilette	carte mémoire	DVD	liste de transactions	pince à cils	télécommande	
bandage élastique	carte SIM pour cellulaire	eau de Javel	livre à couverture rigide	pince-notes	télécommande artisanale	
barre de métal	cartouche d'arme à feu	écouteurs	machine à rouler les cigarettes	pipe	téléphone cellulaire	
	cassette audio	égraineuse				

³La liste des items saisis dans les établissements de détention est similaire d'une année à l'autre

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 107 : Efforts déployés pour maximiser le nombre de personnes contrevenantes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

Le centre résidentiel communautaire (CRC) Kapatakan Gilles Jourdain héberge des personnes contrevenantes autochtones depuis le mois de mars 2014. La Direction générale des services correctionnels (DGSC) maintient ses efforts pour épauler la ressource dans ses démarches afin qu'elle puisse se faire connaître et qu'elle acquière une bonne crédibilité. La particularité des services offerts et les méthodes d'interventions traditionnelles utilisées par le CRC se doivent d'être présentées aux différents acteurs susceptibles de contribuer au succès de la ressource. Pour ce faire, différentes actions ont été menées au cours des dernières années :

- Envoi des dépliants présentant la ressource à l'ensemble des unités du réseau de la DGSC.
- Identification rapide des détenus autochtones d'expression française dans les établissements de détention et suivis dans les directions des services correctionnels professionnels (DSPC) de Baie-Comeau et de Sept-Îles afin que ceux qui le souhaitent soient évalués rapidement par la ressource.
- Présentation par la ressource du programme de guérison aux commissaires de la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC) par l'envoi d'une lettre, d'affiches et de dépliants à la présidente de la CQLC.
- Présentation par la ressource du programme de guérison aux intervenants parajudiciaires autochtones du Québec.
- Interventions personnalisées auprès des établissements de détention où est présente la clientèle autochtone qui s'exprime en français.
- Portes ouvertes pour les membres de la communauté Uashat-Malotenam ainsi que leurs principaux collaborateurs innus.
- Maintien de liens étroits avec la direction du CRC pour, notamment, arrimer nos pratiques et échanger sur les modalités de référence, et ce, par le biais d'un comité de suivi composé de membres de la ressource et de la DGSC.
- Rencontre d'information tenue en cours d'année en présence des juges résidents, qui ont également visité les lieux.
- Présentation générale de la ressource et de la clientèle visée dans le cadre du Séminaire sur la justice autochtone de la Cour du Québec en février 2016, ainsi que remise du dépliant de la ressource à chacun des participants du séminaire.
- Intégration de l'approche motivationnelle (formation) dans l'approche thérapeutique de la ressource afin d'augmenter leur taux d'acceptation de la clientèle innue, à la suite d'une recommandation de la DGSC.
- Visite du personnel de la ressource dans quelques établissements de détention ciblés afin de tenir des séances d'information auprès de la clientèle.
- Acquisition d'une visioconférence par la ressource afin d'optimiser les possibilités de rencontres d'information ou de processus d'évaluation.
- Lettre envoyée par la DGSC aux partenaires judiciaires sur la possibilité de faire le processus d'évaluation d'acceptation à la ressource en cours de confection d'un rapport présentiel (RPS).
- Recommandation de démarches de prise en charge par les ressources de la communauté dans le cadre du RPS concernant une personne autochtone.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS- 01.02

QUESTION 108 : Nombre total de personnes ayant fréquenté le centre Kapatakan Gilles Jourdain en 2016-2017 et en 2017-2018.

ANNÉE FINANCIÈRE	NOMBRE DE PERSONNES¹ AYANT FRÉQUENTÉ LE CENTRE KAPATAKAN GILLES JOURDAIN
2017-2018 ²	28
2016-2017	30

¹ Une personne dont le séjour chevauche deux années financières est comptabilisée dans chacune des années. Une personne qui effectue plusieurs séjours distincts dans la même année est comptabilisée une seule fois.

² Les données sont au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 109 : Pour les années 2013 à aujourd'hui, les diètes religieuses accordées aux détenus; le nombre de repas, leur coût unitaire et le coût total pour les repas casher et les repas halal.

DIÈTES RELIGIEUSES ACCORDÉES AUX DÉTENUS	2017-2018¹
Nombre de repas casher ²	11 482
Coût unitaire des repas casher	6,36 \$
Coût total repas casher	73 065 \$
Nombre de repas halal ²	89 830
Coût unitaire des repas halal ³	4,31 \$
Coût total repas halal	387 371 \$

¹ Dépense au 13 février 2018 annualisée.

² Estimé du nombre de repas servis.

³ Comprend les coûts de main-d'oeuvre.

* Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 111 : Nombre de détenus ayant bénéficié de traitements de zoothérapie dans chacun des établissements de détention, pour chaque année depuis l'instauration de ce traitement et la durée de chacun des traitements offerts par détenu.

Le coût des traitements de zoothérapie est assumé par les Fonds locaux de soutien à la réinsertion sociale ou par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur à l'exception d'un seul cas. En effet, pour les exercices financiers 2011-2012 et 2012-2013, une personne sous la responsabilité des Services correctionnels du Canada, mais détenue à l'Établissement de détention de Saint- Jérôme en vertu d'une entente intergouvernementale a eu accès à des traitements individuels de zoothérapie sur une période d'un an et demi. En vertu de son statut fédéral, cette personne devait bénéficier des mêmes programmes auxquels elle aurait eu accès dans un établissement de détention fédéral. L'entente intergouvernementale, Accord Québec-Canada, prévoit le remboursement d'un montant journalier pour les personnes incarcérées sous responsabilité fédérale, présentes dans un établissement de détention de la Direction générale des services correctionnels.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 112 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour 2017-2018¹.

Voir document ci-joint.

Le montant total versé pour cette période est de : 154 795 428 \$.

¹ La période de référence est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2017-2018

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2010-04-01G	Programme général d'aide financière lors de sinistres – Dommages causés au chemin Montceuf, dans la municipalité de Montceuf-Lytton, en raison d'un glissement de terrain survenu en avril 2010			
	07	OUTAOUAIS	M	50 000 \$
			Sous-total	50 000 \$
113-2011 2010-12-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux sinistres survenus du 5 au 7 décembre 2010 et du 13 décembre 2010 au 10 janvier 2011 sur le territoire des régions administratives du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	261 456 \$
	09	CÔTE-NORD	M	545 452 \$
			Sous-total	806 908 \$
493-2011 2011-04-10S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 10 avril au 6 mai 2011, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	M	58 710 \$
			Sous-total	58 710 \$
2012-01-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Dommages causés au rang Chaffers, dans la ville de Saint-Césaire, en raison de mouvements de sol			
	16	MONTÉRÉGIE	M	48 360 \$
			Sous-total	48 360 \$
808-2013 2013-07-06S	Programme d'aide financière spécifique relatif à un accident ferroviaire survenu le 6 juillet 2013, dans la ville de Lac-Mégantic			
	05	ESTRIE	E	132 043 \$
	05	ESTRIE	M	3 517 \$
			Sous-total	135 560 \$
2014-04-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 5 au 9 avril 2014, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	22 398 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	P	120 553 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	1 018 \$
	14	LANAUDIÈRE	P	121 291 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	M	80 438 \$
			Sous-total	345 698 \$
2014-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies et dégel printanier survenus du 10 au 22 avril 2014 ayant causé des glissements de terrain, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	P	3 730 \$
			Sous-total	3 730 \$
2014-06-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 12 et 13 juin 2014, dans des municipalités du Québec			
	15	LAURENTIDES	M	296 630 \$
			Sous-total	296 630 \$
2014-07-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus le 5 juillet 2014, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	4 261 \$
			Sous-total	4 261 \$
2015-04-10G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 10 au 16 avril 2015, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	12 274 \$
			Sous-total	12 274 \$
2015-06-09G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 9 et 10 juin 2015, dans des municipalités du Québec			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	7 265 \$
	14	LANAUDIÈRE	M	50 000 \$
			Sous-total	57 265 \$

Source :
Direction du rétablissement
28 février 2018

À noter que les données proviennent des systèmes
de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2017-2018

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2015-10-28G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, vents violents et inondations survenus les 28 et 29 octobre 2015; dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	M	16 000 \$
	Sous-total			
				16 000 \$
2016-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 13 janvier 2016, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	2 233 \$
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	77 532 \$
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	106 439 \$
	Sous-total			
				186 203 \$
2016-02-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues les 25 et 26 février 2016, dans des municipalités du Québec			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	176 112 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	13 350 \$
	Sous-total			
				189 462 \$
2016-03-31G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues 31 mars au 3 avril 2016, dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	M	76 500 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	28 000 \$
	14	LANAUDIÈRE	M	121 899 \$
	Sous-total			
				226 399 \$
2016-04-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Risque imminent d'inondation, dans la municipalité de Blue Sea			
	07	OUTAOUAIS	P	5 390 \$
	Sous-total			
				5 390 \$
2016-04-17G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 17 avril au 10 mai 2016; dans des municipalités du Québec			
	07	OUTAOUAIS	P	30 \$
	Sous-total			
				30 \$
2016-04-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant les résidences principales 2972 et 2982-2984, rue Édouard-Gobell, dans la ville de Saguenay, arrondissement de La Baie			
	02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	2 559 \$
	Sous-total			
				2 559 \$
2016-06-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues le 13 juin 2016, dans des municipalités du Québec			
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	15 438 \$
	Sous-total			
				15 438 \$
2016-06-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents et pluies abondantes survenus le 28 juin 2016; dans la ville de Saint-Sauveur			
	15	LAURENTIDES	M	43 500 \$
	Sous-total			
				43 500 \$
2016-07-05G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 67, route de la Petite-Rivière-Cap-Chat, dans la ville de Cap-Chat			
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	137 964 \$
	Sous-total			
				137 964 \$
2016-07-07G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents survenus le 7 juillet 2016, dans la municipalité de Stomoway			
	05	ESTRIE	E	32 106 \$
	Sous-total			
				32 106 \$
2016-07-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents et survenus le 14 juillet 2016, dans des municipalités du Québec			
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	E	10 361 \$
	Sous-total			
				10 361 \$

Source :

Direction du rétablissement
28 février 2018

À noter que les données proviennent des systèmes
de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2017-2018

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
2016-07-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 21 et 22 juillet 2016, dans des municipalités du Québec			
	02	SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	E	436 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	1 473 \$
	Sous-total			1 909 \$
2016-08-16G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 16 et 17 août 2016, dans des municipalités du Québec			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	60 000 \$
Sous-total			60 000 \$	
2016-10-21G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes survenues les 21 et 22 octobre 2016, dans des municipalités du Québec			
	03	CAPITALE-NATIONALE	M	28 000 \$
	Sous-total			28 000 \$
2016-10-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissement de terrain survenu le 23 octobre 2016, dans la paroisse de Sainte-Marie-Salomé			
	14	LANAUDIÈRE	P	62 297 \$
Sous-total			62 297 \$	
2016-11-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Glissements de terrain survenus en novembre 2016, dans la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan			
	04	MAURICIE	P	53 437 \$
Sous-total			53 437 \$	
2016-12-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1 ^{er} décembre 2016 au 15 mars 2017, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	36 038 \$
	03	CAPITALE-NATIONALE	E	41 387 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	63 786 \$
	14	LANAUDIÈRE	E	20 972 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	78 516 \$
	Sous-total			240 698 \$
2016-12-30G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues le 30 décembre 2016, dans des municipalités du Québec			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	741 777 \$
	01	BAS-SAINT-LAURENT	E	219 264 \$
	09	CÔTE-NORD	P	2 626 052 \$
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	874 055 \$
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	18 676 \$
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	9 700 000 \$
Sous-total			14 179 824 \$	
2017-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence d'érosion menaçant la résidence principale sise au 102, route 195, dans la municipalité de Saint-René-de-Matane			
	01	BAS-SAINT-LAURENT	P	168 828 \$
Sous-total			168 828 \$	
2017-01-12G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence d'érosion et de submersion menaçant la résidence principale sise au 295, route de l'Église, dans la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis			
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	228 594 \$
Sous-total			228 594 \$	
2017-01-25G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence d'érosion menaçant la résidence principale sise au 12, rue du Ruisseau, dans le village de Marsoui			
	11	GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	104 942 \$
Sous-total			104 942 \$	
2017-02-23G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 23 au 26 février 2017, dans des municipalités du Québec			
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	10 000 \$
	12	CHAUDIÈRE-APPALACHES	M	946 \$
	14	MONTÉRÉGIE	P	32 357 \$
	16	MONTÉRÉGIE	M	34 121 \$
	17	CENTRE-DU-QUÉBEC	P	6 095 \$
Sous-total			83 518 \$	

Source :

Direction du rétablissement
28 février 2018

À noter que les données proviennent des systèmes
de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2017-2018

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée	
2017-02-24G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies verglaçantes abondantes survenues le 23 février 2017, dans le canton de Ham-Nord	17 CENTRE-DU-QUÉBEC	E	52 103 \$	
		Sous-total			52 103 \$
		Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 4 au 7 mars 2017, dans la ville de Saint-Joseph-de-Beauce			
2017-03-04G		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	5 758 \$	
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	E	4 028 \$	
Sous-total				9 785 \$	
2017-03-14G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Tempête de neige et aux inondations survenues les 14 et 15 mars 2017, dans des municipalités du Québec	12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	11 717 \$	
		Sous-total			11 717 \$
495-2017 2017-04-05S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations survenues du 5 avril au 16 mai 2017, dans des municipalités du Québec	01 BAS-SAINT-LAURENT	P	534 668 \$	
		01 BAS-SAINT-LAURENT	E	119 655 \$	
		01 BAS-SAINT-LAURENT	M	35 000 \$	
		01 BAS-SAINT-LAURENT	O	2 777 \$	
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	261 861 \$	
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	18 513 \$	
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	6 410 \$	
		03 CAPITALE-NATIONALE	M	64 877 \$	
		04 MAURICIE	P	1 239 921 \$	
		04 MAURICIE	E	271 312 \$	
		04 MAURICIE	M	276 111 \$	
		04 MAURICIE	O	4 036 \$	
		05 ESTRIE	P	10 000 \$	
		05 ESTRIE	O	14 000 \$	
		06 MONTRÉAL	P	12 744 361 \$	
		06 MONTRÉAL	E	1 151 989 \$	
		06 MONTRÉAL	M	216 500 \$	
		06 MONTRÉAL	O	17 988 000 \$	
		07 OUTAOUAIS	P	37 852 234 \$	
		07 OUTAOUAIS	E	6 588 712 \$	
		07 OUTAOUAIS	M	439 716 \$	
		07 OUTAOUAIS	O	6 342 \$	
		09 CÔTE-NORD	P	90 327 \$	
		09 CÔTE-NORD	M	10 500 \$	
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	P	509 868 \$	
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	E	9 923 \$	
		11 GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M	241 500 \$	
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	P	477 338 \$	
		12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	O	1 205 \$	
		13 LAVAL	P	8 841 373 \$	
		13 LAVAL	E	168 260 \$	
		13 LAVAL	M	2 000 000 \$	
		13 LAVAL	P	464 837 \$	
		14 LANAUDIÈRE	E	10 390 \$	
		14 LANAUDIÈRE	M	798 061 \$	
		14 LANAUDIÈRE	P	23 398 724 \$	
		15 LAURENTIDES	E	2 435 576 \$	
		15 LAURENTIDES	M	1 299 000 \$	
		15 LAURENTIDES	O	17 846 \$	
		16 MONTÉRÉGIE	P	11 401 142 \$	
		16 MONTÉRÉGIE	E	793 342 \$	
		16 MONTÉRÉGIE	M	1 290 335 \$	
		16 MONTÉRÉGIE	O	2 569 \$	
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	369 706 \$	
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	M	899 250 \$	
Sous-total				135 378 073 \$	
2017-06-18G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Vents violents survenus le 18 juin 2017, dans des municipalités du Québec	02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	M	10 000 \$	
		Sous-total			10 000 \$
1094-2017 2017-06-27S	Programme d'aide financière spécifique relatif aux pluies abondantes survenues le 27 juin 2017 dans des municipalités du Québec	17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	8 940 \$	
		Sous-total			8 940 \$

Source :

Direction du rétablissement
28 février 2018

À noter que les données proviennent des systèmes
de traitement des réclamations SAFIR et TRAFIQ

QP2 - 112 : Ventilation de l'aide financière pour l'année 2017-2018

98

Légende - Type : P : Particuliers; E : Entreprises; O : Organismes; M : Municipalités; R : MRC

Arrêté	Programme	Région administrative	Type	Aide versée
1074-2017	Programme d'aide financière spécifique relatif à l'imminence de mouvements de sol menaçant des résidences principales de l'avenue John-Kane, dans la ville de Saguenay, arrondissement de La Bate			
2017-08-18S		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	557 056 \$
		Sous-total		
				557 056 \$
2017-08-22G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes, précipitations de grêle et vents violents survenus le 22 août 2017, dans des municipalités du Québec			
		15 LAURENTIDES	O	700 \$
		Sous-total		
				700 \$
2017-10-29G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Pluies abondantes et vents violents survenus les 29 et 30 octobre 2017, dans des municipalités du Québec			
		07 OUTAOUAIS	P	52 309 \$
		07 OUTAOUAIS	M	91 500 \$
		Sous-total		
				143 809 \$
2017-11-02G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 2 au 8 novembre 2017, dans des municipalités du Québec			
		02 SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	P	1 000 \$
		Sous-total		
				1 000 \$
2017-11-13G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Imminence de mouvements de sol menaçant la résidence principale sise au 1207, rue Saint-Jean-Baptiste, dans la municipalité de Saint-Roch-de-Richelieu			
		16 MONTERÉGIE	P	155 376 \$
		Sous-total		
				155 376 \$
2018-01-04G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations et tempête de neige survenues du 4 au 6 janvier 2018, dans des municipalités du Québec			
		01 BAS-SAINT-LAURENT	P	24 674 \$
		Sous-total		
				24 674 \$
2018-01-11G	Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents – Inondations survenues du 11 au 15 janvier 2018, dans des municipalités du Québec			
		03 CAPITALE-NATIONALE	P	330 603 \$
		03 CAPITALE-NATIONALE	E	78 730 \$
		16 MONTERÉGIE	P	83 199 \$
		17 CENTRE-DU-QUÉBEC	P	52 816 \$
		Sous-total		
				545 349 \$
		TOTAL		
				154 795 428 \$

Source :

Direction du rétablissement
28 février 2018

À noter que les données proviennent des systèmes
de traitement des réclamations SAF-IR et TRAFIQ

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 116 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie

Au 28 février 2018, les 103 autorités régionales ont déposé leur schéma de couverture de risques en sécurité incendie et obtenu une attestation de conformité.

Ventilation par régions

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Bas-Saint-Laurent	8	-	-	La Matanie, La Matapédia, La Mitis, Rimouski-Neigette, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Kamouraska, Les Basques
Saguenay-Lac-Saint-Jean	5	-	-	Le Domaine-du-Roy, Le Fjord-du-Saguenay, Lac-Saint-Jean-Est, Maria-Chapdelaine, Saguenay
Capitale-Nationale	7	-	-	Charlevoix-Est, L'Île-d'Orléans, La Jacques-Cartier, Portneuf, Agglomération de Québec, La Côte-de-Beaupré, Charlevoix
Mauricie	6	-	-	Agglomération de La Tuque, Maskinongé, Shawinigan, Trois-Rivières, Mékinac, Les Chenaux
Estrie	7	-	-	Coaticook, Memphrémagog, Sherbrooke, Le Val-Saint-François, Le Haut Saint-François, Les Sources, Le Granit

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 116 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l' obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Montréal	1	-	-	Agglomération de Montréal
Outaouais	5	-	-	Les Collines-de-l'Outaouais, Gatineau, Papineau, La Vallée-de-la-Gatineau, Pontiac
Abitibi-Témiscamingue	5	-	-	Abitibi, Rouyn-Noranda, Témiscamingue, La Vallée-de-l'Or, Abitibi-Ouest
Côte-Nord	6	-	-	Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Manicouagan, Minganie, Sept-Rivières, Caniapiscau
Nord-du-Québec	2	-	-	Administration régionale Kativik, Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	6	-	-	Bonaventure, La Côte-de-Gaspé, La Haute-Gaspésie, Les Îles-de-la-Madeleine, Le Rocher-Percé, Avignon
Chaudière-Appalaches	10	-	-	Bellechasse, Les Etchemins, L'Islet, Lévis, Lotbinière, La Nouvelle-Beauce, Montmagny, Robert-Cliche, Les Appalaches, Beauce-Sartigan

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 116 : Bilan de l'implantation des schémas de couverture de risques incendie et de sécurité civile. Ventilation par région. Stratégies et orientations du ministère quant à l'obligation et à l'implantation des schémas de couverture de risques en sécurité civile.

Ventilation par régions (suite)

RÉGIONS	SCHÉMAS ATTESTÉS	SCHÉMAS À COMPLÉTER	SCHÉMAS EN VOIE D'ÊTRE ATTESTÉS	
Laval	1	-	-	Laval
Lanaudière	6	-	-	D'Autray, Les Moulins, Joliette, Matawinie, L'Assomption, Montcalm
Laurentides	8	-	-	Antoine-Labelle, Argenteuil, Les Laurentides, Les Pays-d'en-Haut, La Rivière-du-Nord, Thérèse De Blainville, Deux-Montagnes, Mirabel
Montérégie	15	-	-	Acton, Brome-Missisquoi, Le Haut-Richelieu, Marguerite-D'Youville, Agglomération de Longueuil, Pierre-De Saurel, La Vallée-du-Richelieu, Vaudreuil-Soulanges, Les Maskoutains, Rouville, Le Haut-Saint-Laurent, Les Jardins-de-Napierville, Roussillon, Beauharnois-Salaberry, La Haute-Yamaska
Centre-du-Québec	5	-	-	Arthabaska, Bécancour, L'Érable, Drummond, Nicolet-Yamaska

Stratégies et orientations pour les schémas de couverture de risques en sécurité civile

Le MSP a priorisé la réalisation et la mise en œuvre des schémas de couverture de risques incendie par les MRC et les municipalités découlant de la Loi sur la sécurité incendie plutôt que de lancer la démarche municipale prévue à la Loi sur la sécurité civile dans laquelle s'inscrivait l'implantation des schémas de sécurité civile.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 117 : Détail de l'état de préparation du ministère pour le support, l'accompagnement et/ou l'arrimage avec les municipalités de plus de 100 000 habitants lors de sinistres majeurs.

Peu importe le nombre d'habitants dans une municipalité :

- La municipalité est maître d'œuvre de la sécurité civile sur son territoire. Concrètement, lors d'un sinistre, la municipalité a la responsabilité première de mettre en place les mesures qui s'imposent pour protéger ses citoyens. Le rôle de la sécurité civile du MSP est de venir appuyer les municipalités dans ses actions. Le ministère est proactif dans ses interventions et s'assure que la municipalité a les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des sinistrés.
- Lorsque des événements exceptionnels surviennent, le MSP est toujours prêt à soutenir les municipalités et intervenir en mettant à leur disposition les ressources et l'expertise des différents ministères et organismes, par l'intermédiaire des organisations régionales de sécurité civile et de l'Organisation de sécurité civile du Québec.
- Le MSP coordonne l'action gouvernementale et, lorsque la situation le requiert, dépêche du personnel sur les lieux pour aider les municipalités.

Aide financière :

- Le Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents permet d'accorder une aide financière aux municipalités pour le déploiement de mesures préventives temporaires, de mesures d'intervention ou de rétablissement, pour la réparation des dommages aux biens essentiels ainsi pour le développement de sites d'accueil si nécessaire. Le programme permet également d'accorder une aide financière aux particuliers et aux entreprises sinistrés.
- Ce programme est mis en œuvre dans les jours suivant le sinistre, ce qui permet aux municipalités touchées de recevoir une aide financière très rapidement.
- Au besoin, le MSP procède à l'ouverture de bureaux temporaires d'aide financière directement sur le territoire des municipalités touchées afin d'aider leurs sinistrés, autant les particuliers que les entreprises. Ces bureaux permettent de rencontrer les sinistrés et d'ouvrir leur réclamation d'aide financière. Des chèques peuvent être remis aux sinistrés dans les 24 à 48 h suivant la rencontre.
- Le montant de la participation financière de la municipalité selon ce programme est fixé en fonction de l'évaluation démographique de la municipalité. Les trois premiers dollars par habitant de dépenses admissibles sont assumés entièrement par la municipalité. Pour recevoir une aide financière, le montant des dépenses admissibles de la municipalité doit donc dépasser le triple de sa population. Par exemple, pour une municipalité de 100 000 habitants, ses dépenses admissibles doivent dépasser 300 000 \$ pour que le MSP lui accorde une aide financière.
- Si une municipalité est en difficulté financière lors du sinistre ou en raison du sinistre, le programme permet d'annuler, en tout ou en partie, sa participation financière après analyse de sa situation.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 118 : Échéancier et copie de la refonte (et des modifications) de la loi sur la sécurité civile.

Les documents visés par votre demande ne peuvent être communiqués en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE - 01.05

QUESTION 119 : Description des postes des employés des directions et bureaux régionaux de la sécurité civile.

DIRECTIONS	PERSONNEL DE SOUTIEN ET TECHNICIENS	PROFESSIONNELS	CADRES
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie ¹	85	167	16
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1	5	1
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord	2	4	1
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik	1	4	1
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec	1	4	1
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie	1	6	1
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides	3	5	1
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	2	5	1

¹ La Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie inclut les directions régionales.

* Le ministre de la Sécurité publique annonçait en décembre 2017, l'ajout de trois nouvelles directions régionales de la sécurité civile et de la sécurité incendie (l'Outaouais, Côte-Nord et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine).

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

QUESTION 120 : Liste des règlements découlant de la Loi sur la sécurité civile.

Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence (RLRQ, chapitre S-2.3, r. 2)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

QUESTION 124: La liste et la description des efforts de réduction de dépenses effectuées par l'École nationale de police à la demande du Conseil du trésor pour 2016-2017 et 2017-2018 Prévisions pour 2018-2019.

Exercice financier 2016-2017

Mesures de réduction 2016-2017 avec récurrence sur les prochains exercices financiers (en milliers de \$)	
Masse salariale	937,3
Non renouvellement d'employés occasionnels	
Réduction du temps supplémentaire	
Dépenses de fonctionnement	247,1
Loyer	
Autres mesures	
Dépenses administratives	
TOTAL	1 184,4

Exercice financier 2017-2018

Mesures de réduction 2017-2018 avec récurrence sur les prochains exercices financiers (en milliers de \$)	
Masse salariale	1 001,6
Non renouvellement d'employés occasionnels	
Réduction du temps supplémentaire	
Non remplacement de retraites et départs	
Optimisation des ressources	
Dépenses de fonctionnement	182,8
Loyer	
Autres mesures	
Dépenses administratives	
TOTAL	1 184,4

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE - 03.04

QUESTION 134 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police, dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 514¹ demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière depuis le 3 novembre 2006. Le Comité de déontologie policière a rendu 512 décisions, dont 67 défavorables aux policiers requérants.

Au cours de l'année financière 2017-2018, 38 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 37 décisions.

¹ Données en date du 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 135 : Pour 2016-2017 et 2017-2018, et pour les six années précédentes, le nombre d'enquêtes indépendantes déclenchées par le ministre après qu'une personne autre qu'un policier en devoir, soit décédée ou ait subi une blessure grave ou ait été blessée par une arme à feu utilisée par un policier, lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police.

Année	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave dans le cadre d'une intervention policière	Décès par balle ou blessure grave par balle dans le cadre d'une intervention policière	Décès ou blessure grave dans le cadre d'une intervention policière (autre que par balle)	Décès ou blessure grave à la suite d'une poursuite policière avec véhicule	Suicide ou tentative de suicide causant une blessure grave lors de la détention policière	Décès ou blessure grave lors de la détention policière	Total
2011	7	22	2	6	0	0	37
2012	10	12	6	6	3	2	39
2013	19	10	2	5	2	1	39
2014	15	9	5	6	0	0	35
2015	10	14	11	4	1	1	41
2016 ¹	7	19	5	4	1	1	37
2017	5	18	10	10	2	4	49

¹ À noter que l'année 2016 comprend les données de l'année complète incluant celles du Bureau des enquêtes indépendantes qui a amorcé ses opérations le 27 juin 2016.
 Pour consulter les statistiques sur les enquêtes indépendantes déclenchées depuis le 27 juin 2016, veuillez consulter le lien suivant : <https://www.bei.gouv.qc.ca/enquetes/statistiques.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 143 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Pour donner suite au rapport du Protecteur du citoyen, déposé en avril 2014, le Bureau du coroner a mis en place, dès juin 2014, des mesures afin d'assurer la surveillance et l'encadrement des délais de production des rapports d'investigation.

Ces mesures ont permis d'amorcer une réduction du délai moyen, qui est passé de 12,2 mois en 2012 à 10,9 mois en 2016. Toutefois, la tendance s'est ensuite renversée puisqu'il est remonté à 12,5 mois en 2017.

Au cours de l'année 2017, 3 313 dossiers ont été terminés, soit une faible baisse de 3,6 % par rapport à 2016. En date du 31 décembre 2017, les investigations en cours (5 565 dossiers) l'étaient depuis en moyenne 8,6 mois, tandis qu'à pareille date en 2016, les investigations en cours (4 241 dossiers) l'étaient depuis en moyenne 7,5 mois.

L'allongement des délais et le nombre élevé d'investigations toujours en cours à la fin de l'année 2017 s'expliquent par une combinaison de facteurs :

- la livraison plus rapide des projets de rapports par les coroners se fait parfois au détriment de la qualité, de sorte que plusieurs échanges et demandes de changements sont nécessaires;
- le resserrement parallèle des critères de qualité que doivent respecter les rapports d'investigation;
- l'implantation du nouveau système informatique GECCO en mai 2016 a comporté son lot d'impondérables, sollicité des ressources normalement affectées à l'assurance qualité et augmenté globalement le temps de traitement des dossiers;
- le nombre relativement élevé de décès signalés au coroner en 2015, en 2016 et en 2017.

La situation ne s'est pas résorbée en 2017, malgré l'élaboration d'une directive claire et synthétique sur les normes de qualité que doit respecter un rapport d'investigation et l'embauche d'une quatrième technicienne en assurance qualité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 143 : Les délais d'investigation et de traitement des dossiers.

Les constats

Les efforts pour diminuer les délais d'investigation et le traitement des dossiers sont constants depuis quelques années et le demeureront. En plus des rappels officiels lors des colloques annuels de formation et par l'entremise de notes formelles, la coroner en chef sensibilise couramment les coroners accusant de plus longs délais dans le cadre d'échanges directs avec eux. La sensibilisation porte non seulement sur la réduction des délais, mais aussi sur la qualité des investigations qui doit tout aussi impérativement être préservée. Parallèlement, les quelques coroners présentant toujours des retards importants ou manifestant d'autres problématiques liées à leur travail d'investigation font l'objet d'un suivi rigoureux par des mentors spécifiquement désignés pour les aider. Ce soutien de proximité demeurera en place aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce que les délais et la qualité des rapports des coroners ciblés s'améliorent.

Le BC a également pris l'habitude de sensibiliser ses principaux partenaires opérationnels et fournisseurs d'expertises aux délais et de les mettre à contribution dans la recherche de façons de faire toujours plus efficaces. Ces démarches ont permis de réduire le délai moyen pour terminer des investigations comportant des autopsies jusqu'à 11,8 mois en 2016. Depuis, ce délai s'est allongé de 2 à 3 mois et de nouveaux efforts auprès de nos partenaires seront nécessaires pour être en mesure de terminer les investigations du coroner plus rapidement.

Vingt-trois nouveaux coroners ont été assermentés et ont débuté des investigations en 2017. Cet élargissement du bassin de coroners favorisera la répartition du travail et l'amélioration continue des délais.

Enfin, la mise en place de divers outils (ligne téléphonique 1 888 CORONER, système GECCO, accès en ligne pour les coroners à certaines informations de la RAMQ, etc.) contribue à faire diminuer les délais.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 144 : État d'avancement des recommandations formulées par le Protecteur du citoyen, notamment en ce qui concerne les délais d'investigation.

Veillez vous référer à la question précédente (143) du deuxième groupe de l'opposition en ce qui a trait aux délais d'investigation.

Concernant les recommandations du Protecteur du citoyen, nous vous rappelons que :

- le Protecteur du citoyen a déposé son rapport le 17 avril 2014;
- le rapport demandait au Bureau du coroner de produire d'ici le 5 juin 2014 un plan d'action afin d'assurer le suivi de ses recommandations;
- le plan d'action a été transmis au Protecteur du citoyen le 12 juin 2014 et a été déposé aux parlementaires formant la Commission des institutions le 11 septembre 2014;
- est disponible dans le site Internet du Bureau du coroner;
- a fait l'objet de quatre mises à jour depuis son dépôt. La quatrième a été présentée le 23 mars 2017 aux délégués du Protecteur du citoyen dans le cadre d'une rencontre visant à conclure sur le suivi des recommandations formulées par ce dernier.

Le Bureau du coroner travaille activement à la mise à jour des délais et du Plan sur notre site Internet. Le coroner en chef a rencontré les délégués du Protecteur du citoyen le 27 février 2018. Il a été convenu d'une cinquième mise à jour.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES - 03.02

QUESTION 150 : Mesures mises en œuvre par la CQLC pour maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le centre Kapatakan Gilles Jourdain dont la capacité est de 20 lits.

La Commission est une instance décisionnelle qui décide en toute indépendance et impartialité, de la mise en liberté sous condition des personnes incarcérées dans un établissement de détention provincial. Conformément à la Loi sur le système correctionnel du Québec, elle rend des décisions en tenant compte de tout renseignement nécessaire et disponible au sujet des personnes contrevenantes.

L'article 19 de la Loi détermine les renseignements sur lesquels doit s'appuyer la Commission et qui doivent lui être communiqués par les Services correctionnels. Ces renseignements comprennent nécessairement ceux prévus aux paragraphes 6 et 10 de l'article 19, à savoir : « *l'évaluation et le plan d'intervention correctionnel de la personne contrevenante* » ainsi que « *le projet de réinsertion sociale et la confirmation de l'admission dans une ressource communautaire ou dans un programme, le cas échéant* ». En d'autres mots, ce n'est pas la Commission qui élabore le plan de sortie de la personne contrevenante ou qui en choisit la teneur. La Commission prend entre autres, connaissance du plan de réinsertion sociale qui comprend souvent un séjour en ressource, et décide en fonction de critères établis par la loi, si la personne contrevenante peut ou pas, bénéficier d'une mesure de mise en liberté sous condition qui ne compromette pas la protection de la société et qui favorise une réinsertion sociale graduelle et sécuritaire.

Conséquemment, il ne revient pas directement à la Commission de mettre en œuvre des mesures visant à maximiser le nombre de personnes pouvant fréquenter le Centre Kapatakan Gilles Jourdain. Cependant, lorsqu'elle prend connaissance de dossiers comprenant une mesure de séjour au CRC Kapatakan Gilles Jourdain, la Commission doit appliquer les principes des arrêts Gladue¹ et Ipeelee² de la Cour suprême du Canada afin de rendre des décisions qui soient guidées par la nécessité d'examiner les facteurs systémiques ou historiques distinctifs et considérer les types de mesures qui, dans les circonstances, peuvent être appropriées à l'égard des délinquants en raison de leur héritage ou de leurs attaches autochtones, le tout dans le respect des critères établis à l'article 155 de la Loi sur le système correctionnel du Québec.

Par ailleurs, afin de rendre des décisions éclairées, les membres de la Commission doivent et veillent à maintenir leurs connaissances à jour. En février 2014, les représentants du Centre Kapatakan Gilles Jourdain accompagnés de représentants des Services correctionnels, ont été invités dans le cadre d'une réunion des membres de la Commission à venir présenter la ressource et expliquer les programmes offerts de même que la structure de fonctionnement. L'ouverture du centre résidentiel communautaire (CRC) engendre des échanges entre la CQLC et les SCQ quant aux défis qui se posent mais également, quant aux meilleures façons de faire afin de mieux desservir ces clientèles.

La Commission attend donc poursuivre sa collaboration avec les SCQ afin de favoriser, lorsque les circonstances s'y prêtent, l'utilisation de cette ressource spécialisée et maintenir auprès des membres de la Commission des actions de sensibilisation et de formation favorisant notamment l'applicabilité des principes de l'Arrêt Gladue de la Cour suprême du Canada, dans le cadre des décisions qu'elle rend.

¹ R. c. Gladue, [1999] 1 RCS 688

² R c. Ipeelee, 2012 CSC 13

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 162 : Depuis 2006, le nombre de contrôles antidopage effectués par la RACJ, un organisme affilié ou des employés, le nombre positif, les sanctions liées, les heures et lieux des contrôles. Ventilé par sport.

COURSES	2017-2018	2016-2017	2015-2016	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012
Nombre de contrôles anti-dopage	1 482	1 491	1 439	1 419	1 561	940	683
Nombre positifs	6	2	6	7	12	3	2

Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.

Sanctions liées : 4 entraîneurs (chevaux étaient positifs) ont été sanctionnés. Une suspension de 30 jours pour 2 entraîneurs, un troisième a eu 60 jours et le 4e recevra sa sanction à l'ouverture de la prochaine saison. 2 tests positifs chez l'humain par la même personne (suspension de 58 jours et recevra possiblement une amende au début de la saison 2018).

Les heures et les lieux des contrôles ne sont pas disponibles.

SPORTS DE COMBAT	2017-2018	2016-2017	2015-2016	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012
Nombre de contrôles anti-dopage	53 + 1 WADA: World Anti-Doping	60	60	78	46	6	12
Nombre positifs ¹	4	0	0	0	0	0	0
Heures et lieux	Métropolis, Centre Bell, Casino de Montréal, M Telus, Place Bell - Laval, Centre auto Gervais - Shawinigan	Métropolis, Centre sportif Ste-Foy, Casino de Montréal, Centre Bell, La Tohu, Centre Videotron de Québec	Centre Bell, Colisée Pepsi, Complexe Gilles Tremblay, Centre Vidéotron, Casino de Montréal, Casino du Lac-Leamy	Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec	Centre Bell, Colisée Pepsi, Pavillon Jeunesse Québec	Centre Bell	Centre Bell et Colisée Pepsi

Conformément à l'application du Calendrier de conservation des documents de la Régie, les données ne sont pas disponibles pour les autres années antérieures.

¹ Des suspensions de 6 et 5 mois ont été imposées dans 2 dossiers et les 2 autres sont en attente de décision.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX - 03.01

QUESTION 163 : Les revenus découlant du nouveau Règlement sur les systèmes de loteries et aux Règles sur les systèmes de loteries entreront en vigueur pour autoriser la mise sur pied et l'exploitation des tirages moitié-moitié sous l'égide d'une licence délivrée par la Régie des alcools, des courses et des jeux.

	2017-2018 ¹	2016-2017	2015-2016
Nombre de licences délivrées	756	712	749
Revenus - (en \$)	153 117	157 514	159 457

¹ La période concernée est du 1^{er} avril 2017 au 28 février 2018.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : MINISTÈRE

QUESTION 165 : Pour chaque corps de police non autochtone du Québec, pour les années 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018, indiquer les coûts et le nombre d'interventions conduites en territoire autochtone. Séparer ces données entre les interventions ayant eu lieu sur des territoires couverts par des corps de police autochtone de celles ayant eu lieu hors de ces territoires.

Le ministère ne dispose pas de cette information pour les corps de police municipaux.

En ce qui à trait aux interventions de la Sûreté du Québec, veuillez vous référer au cahier de la Sûreté du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLIÉIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

QUESTION 166 : Fournir la planification des sommes assignées à la transition vers la SQ des tâches et responsabilités du corps de police de Mashteuiatsh pour 2017-2018 dans le contexte de l'abolition du service de police de la réserve prévue pour le 31 mars 2016.

L'Avenant à l'Entente sur la prestation des services policiers dans la communauté de Mashteuiatsh pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016 (Entente 2015-2016) a été signé en mars 2016, prolongeant ainsi l'Entente tripartite 2015-2016 jusqu'au 31 mars 2018. Par conséquent, le corps de police de Mashteuiatsh est maintenu et financé jusqu'en 2018. Puisque le corps de police n'a pas été aboli, il n'y aura aucun frais associé à la transition du corps de police autochtone vers la SQ pour l'année 2017-2018. Les négociations sont en cours pour les années à venir.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION**

TITRE ET PROGRAMME : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À LA GESTION – 01.01

QUESTION 167 : Concernant le rapport du Protecteur du citoyen sur les conditions de détention du Nunavik publié le 18 février 2016, fournir les budgets et les ETC prévus en 2018-2019 pour mettre en oeuvre les recommandations. Fournir également tout plan d'action et échéancier prévu par le ministère ou le gouvernement.

À la suite du dépôt du rapport du Protecteur du citoyen sur les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik, le gouvernement du Québec a rapidement donné suite aux constats et aux recommandations du rapport. Des actions ont été posées immédiatement et un plan d'action a été déposé. En ce qui concerne le ministère de la Sécurité publique, les actions posées afin de mettre en œuvre les recommandations touchent notamment la réorganisation du travail, les liens fonctionnels avec l'Administration régionale Kativik et l'élaboration d'outils de suivi. Elles sont réalisées à même les effectifs et les budgets disponibles.

Le plan d'action, incluant les échéanciers, a été rendu public par le ministère et peut être sur le site Internet à l'adresse suivante : <https://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/publications-et-statistiques/plan-daction-nunavik.html>.